ISSN 0024-7650

L'intervention américaine en Libye : la politique de Rambo

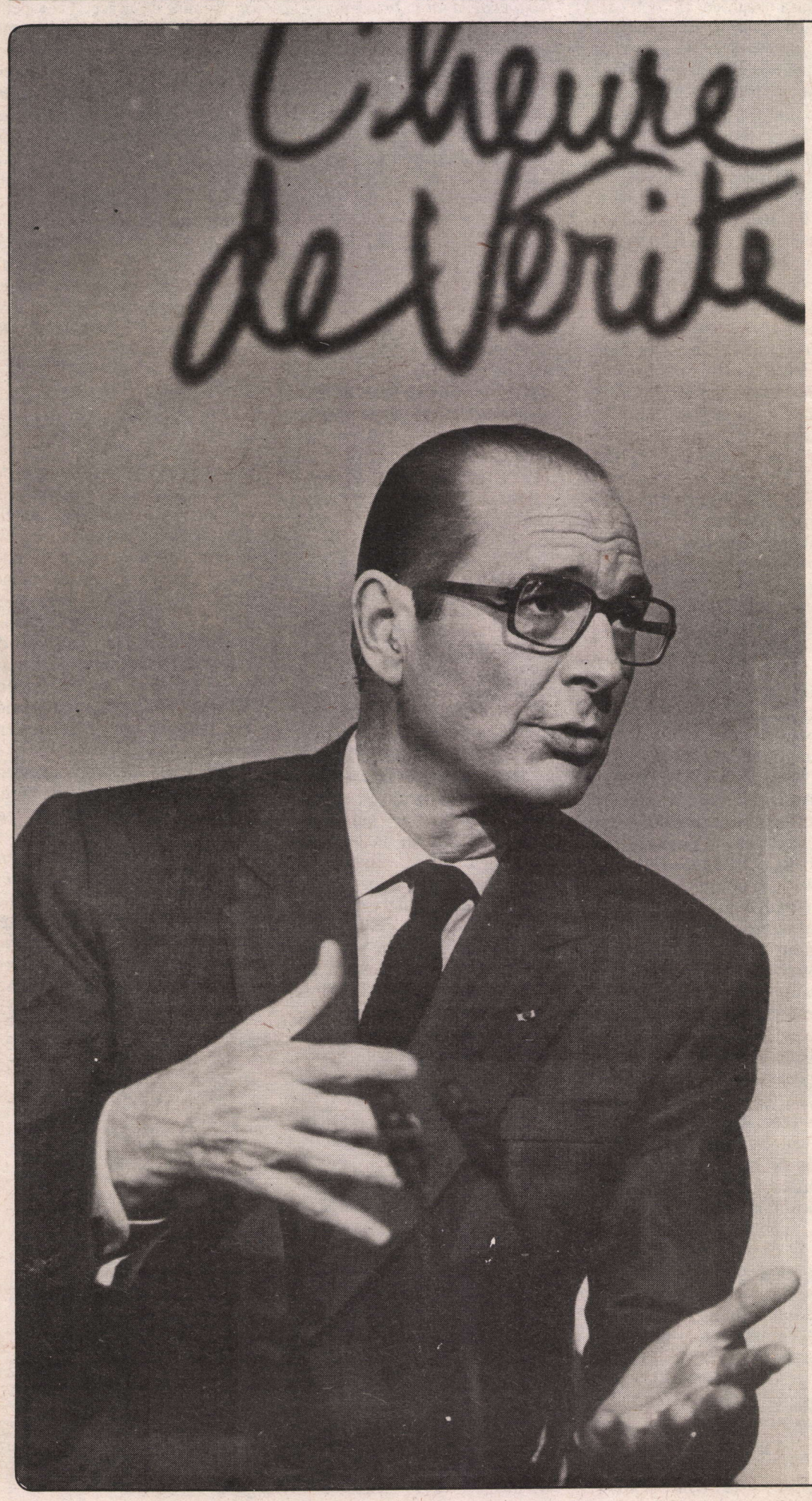
(p. 9)

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 934 - 26 avril 1986 - prix : 6 F

Espagne : le P.S. pavoise aux dépens du P.C.

(p. 8)



Chirac part en guerre contre l'inégalité sociale...

avec un régime de faveur pour ceux qui sont plus égaux que les autres.

M 6189 - 934 - 6 F

SOMMAIRE

International

Page 6 :
— Gabon : derrière la dictature, les barbouzes d'Elf-Aquitaine.
Page 8 :
— Espagne : les socialistes aux couleurs de l'OTAN pavoisent ; les communistes de la "réconciliation nationale" en berne.
Page 9 :
— Après les bombardements en Libye, Reagan veut "mouiller" les gouvernements européens.
— La politique de Rambo.
— L'hypocrisie française.

Politique

Page 4 :
— En bref : Bigeard engueule Pasqua ; Indices d'hier et d'aujourd'hui.
— Crédit Lyonnais Paris : à la Bourse, l'action est à l'ordre du jour.
Page 5 :
— Bourse : un peu de peur, mais pas du tout de mal.
— Foi de patrons, que la gauche était belle !
— Les rois de la banque... et du racket.
Page 6 :
— Saint Dassault, envoyez vos bombardiers sur les peuples, et priez pour nous.
Page 16 :
— Dans trois semaines, la fête.

Social

Page 11 :
— 8 000 réductions d'emplois à la SNCF.
— Cycles Peugeot : indigestion de cadences.
Page 12 :
— Carmaux (Tarn) : les mineurs sur le carreau.
Page 13 :
— Cablato SGE : chômage partiel à la carte... du patron.
— Une première victoire pour les locataires SLE du Pont-de-Bois (Villeneuve-d'Ascq).

Loisirs et culture

Pages 14 et 15 :
— Exposition : *De Rembrandt à Vermeer.*
— Film : *Les montagnes bleues.*
— Livre : *Milena* de Margarete Buber-Neumann.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage 23 000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 685110 R.

IL Y A 100 ANS

LE 1er MAI 1886 AUX ÉTATS-UNIS

Le 1er mai, jour chômé ou jour de grèves et de manifestations ouvrières à travers le monde, est un jour où, par-delà les frontières, les travailleurs affirment la même volonté de voir se modifier l'ordre social. Célébré avec plus ou moins de vigueur et de combativité selon les périodes et les pays depuis 1890, le 1er mai est devenu, par tradition, la journée des travailleurs. Plus ou moins fête, plus ou moins journée de lutte, il n'en continue pas moins d'affirmer le caractère international de la lutte de la classe ouvrière pour son émancipation.

Cette journée traditionnelle du mouvement ouvrier a pris son origine il y a 100 ans, aux Etats-Unis, le 1er mai 1886. Cette journée de grève fut le point culminant d'une vague de grèves pour la journée de travail de 8 heures, à la suite de quoi 7 militants ouvriers furent condamnés à mort. Ce jour-là, en effet, la bourgeoisie américaine sentit passer le spectre de la révolution. Et c'est à ce titre que les travailleurs du monde entier, chaque année, célèbrent ce jour prémonitoire.

1873-1883 : LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER AMERICAIN

Le 1er mai 1886 s'inscrit dans une longue période de luttes du mouvement ouvrier américain. Entre 1873 et 1883, ce furent des années noires pour les ouvriers américains. Pendant la période de dépression et de crise économique qui dura jusqu'en 1877, les travailleurs avaient dû résister à l'amputation de leurs salaires, aux tentatives d'allongement de la journée de travail et aux licenciements, par des grèves et des luttes très dures. Les patrons répondaient par le lock-out, c'est-à-dire la fermeture des usines, et l'embauche de non-grévistes. La situation leur était d'autant plus favorable que se pressaient de nombreux immigrants chassés d'Europe par la misère. L'Etat américain lança ses troupes. L'année 1877 compta plus d'un millier de morts dans les rangs ouvriers. Les mêmes troupes qui avaient massacré les Sioux après la bataille de Little Big Horn en 1876, dans le Montana, furent transportées à Chicago en 1877 dans le but d'écraser la grève. Et dans les villes, écrivit dans ses Mémoires Maman Jones, une militante américaine, *"c'était la famine, la misère, le désespoir"*.

1883-1886 : LA CAMPAGNE POUR LES 8 HEURES

Ce fut dans ce contexte que se développa une campagne nationale pour la journée de huit heures. En novembre 1884 àChicago, au IVe Congrès de l'AFL (Fédération Américaine du Travail), les syndicalistes Foster et Edmonston proposèrent une résolution visant à faire du 1er mai 1886 la date de départ d'une nouvelle journée de travail légal, limitée à huit heures. Elle fut acceptée. Alors se créèrent dans tous les centres industriels des Etats-Unis des comités, des associations de propagande pour la journée de huit heures et pour la rendre effective. Les ouvriers américains ne comptaient plus sur les négociations ou l'arbitrage des syndicats et des patrons. Car depuis 1868, quand une loi fédérale avait été votée légalisant la journée de huit heures dans les entreprises de travaux publics, la loi n'avait jamais été respectée. Alors, tout ce que l'Amérique comptait de militants, syndicalistes, "Chevaliers du travail", anarchistes, fit campagne pour la journée de huit heures. Les patrons, devant l'ampleur que prenait le mouvement, le taxaient "d'anarchiste", "d'étranger" et "d'anti-américain". Mais certains n'attendirent pas la date d'échéance pour accorder les huit heures sans perte de salaire.

1886 : UNE LAME DE FOND OUVRIERE

A Chicago, témoignait encore Maman Jones, *"la ville est divisée en deux camps ennemis. D'un côté les ouvriers gelés, affamés, sans travail, n'ayant que leurs poings nus à opposer aux revolvers et aux matraques de la police. De l'autre les patrons, à l'abri du froid et de la faim, protégés par la police, par la presse, par toutes les forces de l'Etat souverain"*.

Tout le monde gardait alors en mémoire les violentes répressions de 1877. Malgré les recommandations à la prudence des différents mouvements politiques, des grèves éclatèrent dès le début d'avril 1886. Ce fut une lame de fond qui se leva le 1er mai,
"A partir d'aujourd'hui, nul ouvrier ne doit travailler plus de huit heures,
Huit heures de travail,
Huit heures de repos,
Huit heures d'éducation !"
clamait-on dans les manifestations. Pas moins de 5.000 usines se déclarèrent en grève, regroupant quelque 340.000 grévistes aux Etats-unis. *"Les patrons claquaient des dents, ils voient le spectre de la révolution"* commentait encore Maman Jones.

LA GREVE A CHICAGO

A Chicago, où le mouvement était particulièrement puissant, animé par de nombreux anarchistes, la grève s'amplifia. 40.000 le 1er mai, les ouvriers étaient 80.000 en grève le 3 mai. Ils se rassemblèrent à la sortie de l'usine Mc Cormick qui venait de licencier 1.200 ouvriers par représailles, et conspuèrent les "jaunes" qui avaient accepté de prendre la place des grévistes. Ils furent dispersés par la police qui tira. Alors August Spies, militant anarchiste, donna rendez-vous pour le lendemain sur la place du Marché-aux-Foins (Haymarket). Là, devant une foule nombreuse et disciplinée, Spies, Parsons, Fielden, tous anarchistes, prirent la parole. Mais au moment de la dispersion, la troupe montée à cheval arriva, une bombe explosa, jetée d'une fenêtre. Des policiers furent tués, la police riposta : il y eut deux cents blessés, plusieurs tués. On ne sut jamais rien sur l'auteur de l'attentat. Mais huit dirigeants anarchistes de Chicago furent arrêtés : Spies, Schwab, Fielden, Parsons, Fischer, Engel, Lingg et Neebe. Sept d'entre eux furent condamnés à mort le 20 août 1886, Neebe à quinze ans de prison. Fielden et Schwab signèrent un recours en grâce. Leur peine fut commuée à la prison à vie. Lingg se suicida. Le 11 novembre 1887, quatre anarchistes furent exécutés. *"Les funérailles eurent lieu le dimanche qui suivit les exécutions. Des milliers d'ouvriers suivirent les corbillards. Non parce qu'ils étaient anarchistes, mais parce qu'ils sentaient que ces morts, quelles que fussent leurs convictions, étaient tombés en martyrs de la cause ouvrière. Le cortège s'étira sur des kilomètres, sous le regard d'une foule énorme et silencieuse"* racontait Maman Jones dans ses Mémoires.

●

Si, en 1886-1887, le martyre des anarchistes de Chicago devint un symbole pour les ouvriers américains, il n'avait pas encore soulevé la réprobation dans le monde. Mais les ouvriers anarchistes américains n'étaient pas morts en vain. Trois ans plus tard, le mouvement pour la journée de 8 heures, mouvement au départ spécifique aux ouvriers américains, prit une ampleur internationale, assumée par le mouvement socialiste.

C'est alors que le mouvement ouvrier international se fit l'écho d'Albert Parsons devant ses juges : *"Vous croyez, Messieurs, que lorsque nos cadavres pendront au gibet, tout sera fini ? Vous croyez que la guerre sociale aura cessé lorsque vous nous aurez étranglés sauvagement ? Ah ! Non ! Au-dessus de votre verdict, il y a celui du peuple américain et du monde tout entier"*.

Patricia MULLAN

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

ÉDITORIAL

CHIRAC PART EN GUERRE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE, AVEC UN RÉGIME DE FAVEUR POUR CEUX QUI SONT PLUS ÉGAUX QUE D'AUTRES...

Chirac n'était donc pas celui qu'on croyait. A cette heure qu'on appelle "de Vérité", sur Antenne 2, mercredi soir, le nouveau chef du gouvernement de la droite se serait presque donné des airs de gauche, en se présentant comme le pourfendeur de l'inégalité sociale. Tout pour l'emploi, à bas le chômage et l'insécurité, a-t-il ajouté et répété. Et regardant la France au fond des yeux, Chirac a lancé deux appels. Deux, oui.

Parce que Chirac a beau parler d'égalité sociale, le naturel revient, et il ne peut s'empêcher de voir deux France, celle de première, et celle de seconde classe.

Le premier appel, de première classe donc, était "un appel solennel" a dit Chirac, adressé aux chefs d'entreprises : *"Vous pouvez avoir confiance, vous ne serez pas déçus ni sanctionnés".*

Solennel, et presque pathétique. Une sorte de supplique. Du côté de cette France-là, aucune injustice, donc. Douceur et magnanimité. Pas d'inégalité. Que les chefs d'entreprises aient deux, trois, dix salariés ou bien plus, du moment qu'ils détiennent du capital (même s'il s'agit du retour de capitaux prodigues), il y aura amnistie et espoirs : *"Vous ne serez pas déçus".* Merci pour eux.

Le second appel, comme de juste, était de seconde classe, sans la mention "solennel". Un appel tout court. Il s'agissait de la France de "tous les salariés". Cette fois pas d'appel à la confiance, pas de "Vous ne serez pas déçus ni sanctionnés". Cette France-là n'a eu droit qu'à la leçon et à la sévérité.

C'est que pour Chirac, l'inégalité sociale vient de ce côté-là, figurez-vous. Car la voilà, l'insupportable cassure entre la France privilégiée et la France déshéritée : entre les travailleurs encore au travail, et les travailleurs qui l'ont perdu ! Aux premiers d'être solidaires, d'accepter le blocage de leurs salaires, afin de soutenir les autres. A la France de seconde classe de se faire la charité à elle-même. Et la France de première classe aura une pensée pour elle, vous pouvez compter là-dessus !

Voilà comment les bourgeois et ceux qui parlent en leur nom se paient la tête des travailleurs. Voilà comment ils leur présentent le monde à l'envers. Voilà comment ils servent au peuple leur sale morale de classe et leur prêchent la résignation sociale.

C'est le catéchisme bourgeois inculqué aux travailleurs, quand ceux-ci sont trop inquiets et démoralisés pour imposer leur propre vision de la réalité.

Oui, la bourgeoisie, aujourd'hui, croit pouvoir imposer ce qu'elle pense être la raison du plus fort. Il y a le chômage, et il n'y a jamais eu moins de grèves depuis 40 ans. Alors elle en profite. Pour abattre son chien, on dit qu'il a la rage. Pour baisser les prestations sociales aux travailleurs, bloquer leurs salaires, aggraver leurs conditions de travail, on dit qu'ils ont des "privilèges"" !

Et comme c'est la crise, que la vie devient plus dure pour les pauvres, les humbles, les gens pas riches, comme il y a de l'inquiétude et du mécontentement, le gouvernement des profiteurs sert au peuple des dérivatifs à son amertume. Aujourd'hui, encore plus qu'avant, ce dérivatif c'est la lutte pour la "sécurité". Acceptez l'insécurité sociale, l'injustice sociale, disent-ils, et jouez les va-t-en-guerre (en vous en remettant tout de même sagement à la police dont on augmente les effectifs), contre la délinquance et ce qui reste des groupes d'Action directe !

Car chacun cible les terroristes qu'il peut. Reagan a fait du dictateur paranoïaque d'un petit peuple l'esprit malin du monde entier. Chirac préfère aller chercher la main terroriste d'Action directe dans les salles de rédaction de la presse parisienne !

Reagan joue les Rambo. Chirac joue les Pandore et préfère Pandraud. Le muscle vengeur aux Américains. Le képi réglementaire aux Français. Chacun son style et ses moyens, pour au bout du compte le même genre d'effet recherché.

Il paraîtrait, d'après les sondages de cours d'émission, que le sermon de Chirac aurait fait un tabac chez les téléspectateurs. Chez la majorité de ceux qui ont écouté Chirac, évidemment, ce qui ne veut pas dire forcément chez une majorité de travailleurs, qui ne s'en laissent pas forcément conter aussi aisément.

Et quant à ceux qui gobent cette démagogie comme cette morale de résignation sociale, ils méritent leurs maîtres !

Arlette LAGUILLER

DISCUSSIONS SUR LES ORDONNANCES AU PARLEMENT

"CAUSE TOUJOURS..."

Le Parlement discute sur la loi destinée à permettre au gouvernement Chirac de légiférer par voie d'ordonnances sur un premier ensemble de questions touchant aux problèmes économiques, celles concernant les privatisations d'entreprises nationalisées, la libération des prix, les exonérations fiscales pour l'embauche des jeunes, le travail temporaire, etc.

Pour s'opposer au procédé, le PS a commencé par déposer une *"exception d'irrecevabilité"* qui a été repoussée par 290 voix contre 278, ce qui n'est pas une surprise étant donnée la composition de la Chambre des députés. Le débat et le spectacle ont donc continué. Le Parlement est de toute façon un théâtre d'ombres, car la Constitution par différents articles donne les moyens au gouvernement de prendre ses décisions sans son assentiment.

L'article 38 autorise le gouvernement à légiférer par ordonnances une fois obtenue une majorité sur une "loi d'habilitation", il faut donc qu'il y ait un débat minimum. Mais même celui-ci peut-être abrégé et c'est sans doute ce qui se passera. Car avec l'article 49-3 (celui avec lequel Fabius a, par exemple, fait passer la loi sur la "flexibilité" avant de passer la main à la droite), le gouvernement peut couper court à l'actuelle discussion, et par un vote de confiance entraîner l'adoption automatique du projet. Sauf dépôt d'une motion de censure. Le PS ayant plus du minimum de députés requis pour déposer une telle motion le fera peut-être. Encore faudrait-il ensuite qu'il obtienne une majorité, ce qui, même avec les voix du PC et celles du Front National, est impossible. Bien sûr il reste au PS une fois la loi d'habilitation passée, la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel, et ainsi de renvoyer l'ascenseur à la droite en lui mettant à son tour dans les pattes les "honorables vieillards" comme il les a eus lorsqu'il était lui au gouvernement. Mais tout ceci a des limites.

Le problème des ordonnances n'est d'ailleurs pas tant celui de la "guéguerre" entre le gouvernement et l'opposition, entre Chirac et la gauche — celle-ci ne faisant plus le poids au Parlement — que celui qui risque d'opposer le gouvernement à sa propre majorité. Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation, Edouard Balladur, pourrait être moins pressé de prendre certaines mesures que des députés RPR ou UDF plus dépendants des électeurs à qui ils doivent leur siège, et donc moins responsables des affaires de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'Edouard Balladur a déclaré lors du débat sur la loi d'habilitation qu'il *"lui paraissait préférable de privatiser chaque année moins d'entreprises, mais de les privatiser réellement".* Et il n'en promet pas plus d'une d'ici la fin de l'année.

Autre exemple, celui de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement : le gouvernement paraît plus soucieux d'éviter la coloration fâcheusement antisociale que cette mesure lui confèrerait, y compris auprès des cadres, et ne pas avoir à affronter les syndicats sur un tel sujet, alors que la loi actuelle, faite par Chirac en 1975, ne gêne pas vraiment le grand patronat et ne l'empêche pas de licencier. Ce qui n'est pas l'avis des députés qui ont pour préoccupation de plaire aux petits patrons. Pour que les députés UDF ou RPR n'en "rajoutent" pas de trop, le gouvernement préfère leur couper la parole et régler les affaires par ordonnances.

Les promesses de la droite pour faire élire le plus possible de députés sont une chose, et la gestion des intérêts de la grande bourgeoisie en est une autre.

Quand la droite gouverne, elle sait aussi bien que la gauche ne pas tenir compte de ses électeurs ni de ses promesses. C'est l'essence même du parlementarisme qui n'est qu'un paravent destiné à donner l'illusion de la démocratie.

Louis GUILBERT

EN BREF

Bigeard engueule Pasqua

Pasqua, ministre de l'Intérieur, veut affecter plusieurs milliers de jeunes du contingent à des tâches de police. Bigeard, lui, n'est pas d'accord car *"On a vu en Algérie ce qu'il en coûtait d'employer des militaires pour ce genre de boulot"*, a-t-il dit.

Lui, l'orfèvre en sale guerre, est bien placé pour savoir que c'est du sale boulot que Pasqua veut donner aux appelés. Et il est prudent Bigeard. Un peu inquiet même. La dernière fois qu'en France le contingent avait été utilisé contre des grévistes, il avait été totalement inefficace. Et si ça chauffe vraiment, les appelés pourraient même carrément passer de l'autre côté !

Chômage en hausse: toujours plus

Selon les chiffres officiels, le chômage a légèrement augmenté en mars. Il y aurait 20900 chômeurs de plus que le mois précédent.

Près de 2400000 travailleurs sont officiellement chômeurs aujourd'hui, soit plus de 10% de la population active. En fait, ces chiffres sont sous-estimés, puisqu'ils ne tiennent pas compte de tous les chômeurs qui relèvent de ce que le gouvernement appelle le "traitement social du chômage" (TUCistes, contrats d'adaptation, contrats de qualification, etc.), reconduit pour l'essentiel par la droite et qui consiste avant tout à accorder des exonérations de charges sociales aux patrons.

La recette n'est pas nouvelle. Chirac a déclaré un jour qu'il fallait *"mobiliser une grande partie des moyens financiers, non plus pour des aides directes* (aux chômeurs) *mais pour la création d'emplois"*. C'était non pas en 1986 mais il y a dix ans en... juin 1976, lorsqu'il était Premier ministre de Giscard : de 480000 en 1974, le nombre des chômeurs était passé à plus d'un million en 1976, soit plus du double ! Les gouvernements qui ont suivi ont utilisé et généralisé les mêmes expédients.

Dix ans d'écart, toujours plus pour les patrons, et le chômage a encore plus que doublé...

A.J.

Chômage Thatcher, chômage Balladur

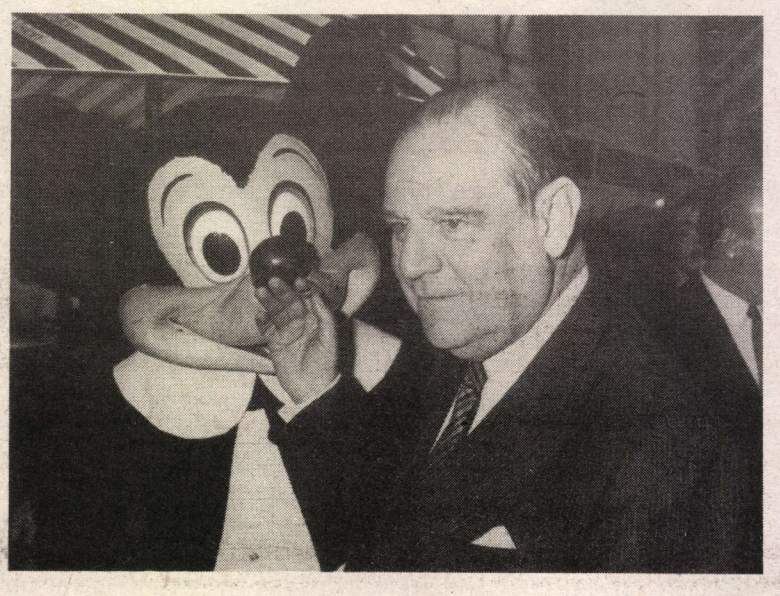
Le chômage augmente toujours en Angleterre. Il vient d'atteindre 3197700 chômeurs. Cela fait plusieurs années que le gouvernement de Madame Thatcher prétend lutter contre le chômage en exonérant de charges sociales les patrons censés embaucher des jeunes en formation. Ici, après Bérégovoy, Balladur a pris exemple sur Thatcher pour distribuer des milliards aux patrons sous le même prétexte. On voit le résultat en Angleterre. Ça promet pour la France !

Parc de loisirs: c'est l'expansion

Si l'on en croit un article de la revue *l'Expansion*, la France est en passe de se couvrir de parcs de loisirs, une invention venue d'Amérique. Aquatiques ou terrestres, permanents ou saisonniers, une trentaine de projets sont déjà recensés. Dans un registre régional, on aura bientôt un parc Astérix à Plailly, au nord de Paris, et un Mirapolis à Cergy-Pontoise avec Gargantua en vedette et le Club Méditerranée comme imprésario. Autres projets : un parc Jules Verne à Amiens et une ville du futur à Poitiers avec le plus grand écran de cinéma d'Europe.

Catégorie grande taille, Eurodisneyland à Marne-la-Vallée, en région parisienne, et celui des Schtroumpfs, en Lorraine. Dans un cas les promoteurs espèrent drainer toute la clientèle européenne, et dans l'autre, il serait question de *"redynamiser la Lorraine"* selon l'auteur de l'article. Il faut comprendre que dans les deux, l'Etat va apporter des subventions. Comme ça, Picsou sera content, et le contribuable sera schtroumpfé.

Les promoteurs et les banquiers se frottent les mains : avec trois millions de chômeurs, il ne manquera pas de clients potentiels à la recherche de loisirs. Il ne restera plus qu'à leur trouver les moyens de se les payer...



"Sensationnel !" Babar prépare sa reconversion dans un parc de loisirs, en cas d'échec aux présidentielles.

France, ton plan fout le camp

Le Monde du 18/4/86 note que le "Plan", cette institution créée par De Gaulle à la Libération est *"fini"*, qu'*"on n'en parle plus"*. Cet organisme de prévision et de décision planifiait sur plusieurs années les diverses aides de l'Etat dans les secteurs appelés à se développer. Chirac a reconduit un ministère du Plan (gaullisme oblige ?) attribué au ministre de la Fonction publique. Mais ça ne sert pas à grand-chose, de l'aveu du ministre lui-même.

Il faut dire que, depuis 10 ans avec la crise, toutes les prévisions économiques ont été démenties. 7e, 8e ou 9e Plan (le Plan normalement en cours), c'est le naufrage intégral. Les gouvernements ont dû revoir tous leurs calculs, au coup par coup, année après année, tous aussi faux les uns que les autres.

La seule chose qui soit restée, c'est le renflouage des entreprises par l'Etat à coups de subventions au Capital. Le Plan est mort, mais pas les profits, alors vive le pilotage à vue !

A.J.

Indices d'hier et d'aujourd'hui

Tandis que Philippe Seguin, ministre de l'Emploi, rendait publics les chiffres officiels du chômage, Lionel Stoléru, l'ancien ministre de Giscard, publiait ses propres chiffres, soit 3 117 000 chômeurs selon l'indicateur ARIES, mis au point en 1984. Quand l'UDF et le RPR étaient dans l'opposition, ils avaient adopté cet indice plutôt que celui de l'INSEE, jugé truqué. C'est cet autre indice qu'ils avaient abondamment utilisé durant la campagne électorale.

Aujourd'hui l'UDF et le RPR sont au gouvernement. Pourquoi changer d'indice maintenant ?

Troquer l'INSEE contre l'ARIES, ce serait augmenter considérablement — de près de 800 000 personnes — le nombre des chômeurs. Ça ferait mauvais effet.

Autant donc, garder l'indice de l'INSEE et, pour ne pas avoir l'air de se déjuger, confier *"une mission de réflexion et de propositions"* au responsable... de l'INSEE qui confirmera, à coup sûr, la validité de son propre indice !

Les élections sont passées, il faut bien que la droite prépare les prochaines.

DANS LES ENTREPRISES

CRÉDIT LYONNAIS (Paris)

À la "bourse", l'action est à l'ordre du jour

Jeudi 17 avril, jour de la réunion du Comité d'établissement, près de 50 personnes du service Bourse ont fait grève de nouveau 24 heures pour demander l'embauche des intérimaires qui le souhaitent, une prime de 1 000 F et 2 jours de congés supplémentaires pour compensation du surcroît de travail et le paiement des heures de grève.

La direction avait fait fermer les portes menant à la salle de réunion et les délégués qui voulaient sortir pour informer les grévistes devaient se faire ouvrir la porte par les gardiens.

Mécontent des réponses données au CE par la direction, le vendredi 18, le personnel de l'Unité Bourse Paris a débrayé à 11 heures et est allé déposer sur le bureau du chef de service plusieurs caisses remplies de "suspens", et "d'ajustages" à faire en disant *"maintenant, trouvez une solution"*. Des employés de Bourse Province les ayant rejoints c'est une soixantaine de personnes qui ont demandé au chef des explications et lui ont dit ce qu'ils pensaient. Dans l'après-midi le chef a annoncé l'arrivée de 10 intérimaires supplémentaires (il y en a donc 42 pour un service de 250 personnes).

Du lundi 21 au mercredi 23 avril de nouveaux débrayages ont eu lieu, de 25 à 30 personnes, et la direction du personnel a reçu deux fois une délégation de 10 personnes désignée par les grévistes.

La direction refuse toujours la prime et les deux jours de congés. Sur les effectifs, elle a seulement précisé le calendrier d'arrivée des 15 nouveaux employés qui doivent être mutés d'autres services du Crédit Lyonnais. Pour le paiement des heures de grève elle a renvoyé les grévistes vers le chef du service.

Jeudi 24 avril à 9 h 30 le personnel doit débrayer et sera reçu par le chef du service.

Démarrés le 9 avril (voir *LO* n° 933), les débrayages de l'Unité Bourse Paris durent depuis 2 semaines. Tous les 2 ou 3 jours ils ont été rejoints par d'autres qui ponctuellement ont voulu marquer le coup. La direction qui est gênée par le mouvement essaie de trouver des parades.

Pour réussir à réaliser la liquidation mensuelle mardi 22, le chef a demandé au personnel de faire des heures supplémentaires. Bien entendu tous ceux qui participent au mouvement ont refusé, mais des non-grévistes ont accepté et sont restés travailler jusqu'à 21 heures.

Cela n'empêche ni les retards, ni les erreurs, et les employés d'agences disent que les clients sont mécontents car ils n'arrivent pas à savoir si leurs ordres ont été exécutés ou non.

La direction du Crédit Lyonnais ne peut plus cacher à la clientèle qu'au Service Bourse rien ne va plus.

BOURSE

UN PEU DE PEUR, MAIS PAS DU TOUT DE MAL

"Mini tempête", "vent de panique", "coup de tabac", "jeudi noir"... le petit monde de la Bourse de Paris a frémi de peur jeudi 17 avril, et les cours des obligations ont brutalement chuté de 3 à 4 % en une seule séance, à la suite de mesures gouvernementales annoncées la veille.

Il s'agissait d'un alourdissement du régime fiscal "des fonds communs de placement et des organismes de placement collectif". Cette mesure technique, très compliquée paraît-il, ne concerne que les entreprises qui placent leurs excédents de trésorerie, celles qui spéculent en Bourse pour acheter et revendre des obligations par le biais d'organismes financiers spécialisés. Jusqu'à aujourd'hui, les plus-values qu'elles réalisaient avaient un régime d'imposition réduit, et le gouvernement envisageait de "rationaliser" en prélevant sa part des énormes bénéfices dégagés de ces spéculations. Les professionnels de la Bourse ont immédiatement réagi en vendant à tour de bras leurs obligations, pour s'en débarrasser. *"Rendez-nous Bérégovoy", "Balladur, c'est le docteur Follamour", "Pas eux, pas ça",* a-t-on entendu dans les couloirs de la Bourse ! Pauvre gouvernement Chirac, il a beau sortir de son sac à cadeaux une panoplie de mesures *"à faire saliver le 16e arrondissement" :* suppression de l'Impôt sur les grandes fortunes, retour de l'anonymat sur l'or, réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés de 50 à 45 %, amnistie pour les capitaux détenus à l'étranger et rapatriés moyennant une taxe de 10 %... Eh bien, ce n'est pas suffisant. Ceux qui possèdent des milliards à faire fructifier n'attendent du gouvernement que des cadeaux et réagissent à la minute même si on veut toucher à un centime de leurs bénéfices.

Les journaux ont chiffré à 150 milliards de francs le montant total des "coupons", c'est-à-dire des intérêts encaissés chaque année par les détenteurs d'obligations. Là-dessus, le rêve timide du gouvernement était d'obtenir une rentrée fiscale supplémentaire de 1, 2 ou 3 milliards. A moins que le gouvernement ne fasse machine arrière. A moins encore, que les détenteurs de capitaux ne trouvent encore de nouveaux placements financiers, juteux et peu imposés. Dans ce domaine-là, l'imagination des économistes du ministère liée à celle des professionnels de la Bourse est sans limite. Rien que d'y penser, la Bourse et le cours des obligations ont de nouveau repris leur hausse effrénée.

Bertrand GORDES

Pas de quoi se gratter la tête d'inquiétude.

ALLOCATION PARENTALE D'ÉDUCATION

Deux poids, deux mesures

Il existe dans toute la France une allocation parentale d'éducation, attribuée depuis le 1er juillet 1985 par la Caisse d'allocations familiales, à tous ceux qui, à partir de la naissance d'un troisième enfant, sont obligés d'abandonner une activité salariée. Son montant est de 1500 F par mois pendant 24 mois.

A Paris, cette allocation est versée depuis le 1er octobre 1980, elle s'élève à 2500 F et est versée pendant 30 mois. Mais le 26 novembre 1984, le Conseil de Paris excluait du bénéfice tous ceux qui n'étaient pas français. Après intervention du préfet, les membres de la communauté européenne, les réfugiés politiques comme ceux du Sud-Est asiatique et les apatrides purent toucher cette allocation à partir du 25 mars 1985. Restaient les familles originaires d'Afrique noire et d'Afrique du nord, de Turquie qui étaient exclues de ce droit. Le MRAP avait introduit une requête devant le tribunal administratif de Paris pour faire annuler cette exclusion. Le tribunal a donné raison au MRAP depuis le 18 avril 1986.

Jacques Chirac vient de décider de faire appel du jugement devant le Conseil d'Etat.

Chirac se défend d'être xénophobe, mais il y a des enfants qu'il souhaite et d'autres qu'il ne souhaite pas.

P.M.

FOI DE PATRONS : QUE LA GAUCHE ÉTAIT BELLE !

L'Expansion, dans un numéro récent, a demandé à une quinzaine de grands patrons leur avis sur le nouveau gouvernement.

"On s'accommode toujours du gouvernement en place", explique un "gros" du textile, Léon Cligman, du groupe Devanlay — Nouvelles Galeries. *"Quel que soit le pouvoir, nos affaires doivent tourner. Je ne m'attends pas à de grands changements".* En voilà au moins un qui s'y connaît en élections : il sait que pile les patrons gagnent, face les ouvriers perdent.

Dans l'ensemble, les patrons interviewés par *L'Expansion* tiennent à ce que le passage de la gauche à la droite se fasse en douceur : pas de remous, pas d'excès. Ça allait si bien avec la gauche !

"Je redoute que l'avènement d'un nouveau gouvernement dans un contexte moins difficile ne provoque du laxisme, notamment en matière de rémunération. Or c'est justement le moment de ne pas se laisser aller", déclare le patron d'Air-Inter. *"La rigueur doit être maintenue,* explique un autre, qui poursuit avec une pointe d'admiration pour le précédent gouvernement : *"Le nouveau ministre de l'Economie sera jugé sur sa capacité à maintenir l'inflation au-dessous de 3 % ; il devra faire mieux que Bérégovoy".*

Mais les patrons semblent pour l'instant confiants, à en croire cet industriel de la construction électrique qui *"ne croit pas à un dérapage des salaires. Patrons et syndicats ont pris de bonnes habitudes".* A condition tout de même que la droite ne se montre pas trop arrogante, trop maladroite avec les syndicats.

Alors ils prêchent sur ce terrain au gouvernement Chirac la modération : *"Le droit d'expression, c'est bien",* affirme le patron de SEB. *"Pourquoi supprimer le monopole syndical ? Il nous faut des partenaires sociaux organisés",* rajoute celui de Sopad-Nestlé. *"Pas touche aux lois Auroux"* conlut le patron d'Air-Inter.

Daniel NECKER

LES ROIS DE LA BANQUE... ET DU RACKET

Les banques s'apprêtent à faire payer aux détenteurs de carnets de chèques une somme forfaitaire d'environ 100 F par an. Pratiquement tous les travailleurs sont concernés puisque la paye est virée soit sur un compte bancaire, soit sur un compte postal.

Quand une banque prend l'argent d'un client, elle ne le laisse pas dormir. Il lui apporte des intérêts en permanence si le compte reste toujours garni et dans tous les cas au moins pendant une partie du mois avant que les dépenses aient progressivement vidé le compte.

Les banquiers prétendent que ces intérêts ne couvrent pas toujours le coût de la gestion des comptes et du traitement des chèques. Ils affirment que les détenteurs d'un chéquier dont le compte est peu garni, qui sont aussi ceux qui tirent le plus de petits chèques, ne seraient pas rentables.

En vertu de ce beau raisonnement, le montant de la taxe forfaitaire serait modulé en fonction des sommes que le client laisse sur son compte. Les clients les plus modestes se verraient appliquer le tarif maximum et ceux disposant de beaucoup d'argent pourraient en être dispensés.

Evidemment les banquiers omettent de dire que ceux de leurs clients qui ont des fins de mois difficiles leur rapportent grâce aux agios sur les découverts (autour de 13 % d'intérêt pour un découvert autorisé) et grâce au crédit à la consommation (un tiers des familles sont contraintes d'y recourir) une forme de crédit qui pratique des taux d'intérêt scandaleusement élevés (18 % et plus).

En réalité, même les petits comptes non rentables, comme ils disent, intéressent les grosses banques. Il n'y a qu'à voir d'ailleurs les campagnes publicitaires du CIC, du Crédit Lyonnais, de la BNP et de la Société Générale, destinées à attirer des jeunes clients mineurs.

Les grands réseaux bancaires, en effet, tirent bien d'autres avantages de leur position que le simple placement des sommes laissées sur les comptes. Le fait pour une grande banque comme la BNP ou le Crédit Lyonnais de détenir 20 % des comptes chèques des particuliers, leur assure que mathématiquement, dans un cas sur cinq, un chèque émis par un de leurs clients l'est à l'ordre d'un autre client de la même banque. L'argent ne sort donc pas de la banque. Il passe simplement d'un compte d'un client sur celui d'un autre. Cet argent "interne" est donc créé par la banque à partir de rien et ne lui coûte rien. C'est pourquoi les grands réseaux bancaires ne tiennent pas à perdre des clients.

Cette taxation des comptes est pour les banques une occasion de récupérer sans se fatiguer des sommes non négligables (avec 3 millions de comptes de particuliers taxés chacun 100 F, le Crédit Lyonnais et la BNP vont ainsi empocher 300 millions de francs).

Pierre VERNANT

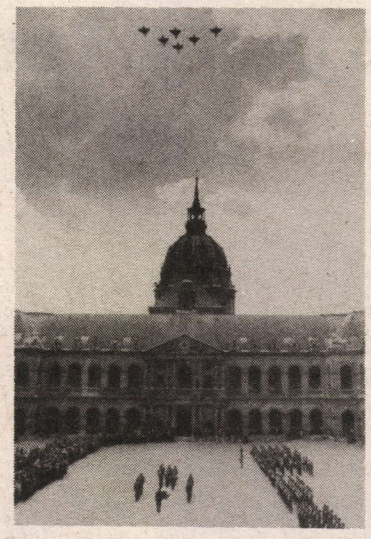
SAINT DASSAULT, ENVOYEZ VOS BOMBARDIERS SUR LES PEUPLES, ET PRIEZ POUR NOUS...

Marcel Dassault aura donc eu des funérailles nationales. Pour peu, on nous le présenterait comme un bienfaiteur de l'humanité, ce marchand de bombardiers qui a construit la plus grande fortune de France grâce aux commandes de l'armée française, avec les ministres et les chefs d'Etat successifs du pays comme VRP auprès des dictateurs du monde entier. Et combien de peuples pauvres ont dû les maudire, les fameux "Mirage" de Marcel Dassault ?

Drôle de temps, où l'on voudrait nous faire adorer un marchand de mort.

Né en 1892, d'un père médecin appartenant à la grande bourgeoisie de Strasbourg et d'une mère issue de la plus riche et de la plus prestigieuse famille de Salonique, Dassault a entretenu toute sa vie le mythe d'être parti de rien.

Après une première tentative dans l'aéronautique pendant la Première Guerre mondiale, qui tourne court pour cause d'armistice, Dassault se reconvertit dans l'immobilier, où il prospère.



L'enterrement de Marcel Dassault : l'hommage de la bourgeoisie française à son avionneur préféré.

Profitant du renouveau de l'aéronautique, il y revient en 1930. Mais c'est surtout avec l'avènement du Front Populaire que ses affaires sont lancées.

Comme toutes les entreprises de l'aéronautique, ses usines sont nationalisées. Il touche 17 millions de francs d'indemnisation et reste néanmoins administrateur de la société nationalisée. Mais surtout il conserve l'intégralité des bureaux d'études qui détiennent les brevets qui sont exploités dans ses anciennes usines. Dassault continuera donc à toucher, comme auparavant, un droit sur tout ce qui se produira dans la société nationalisée. Il aura ainsi gagné un client en béton — l'Etat — qui sera désormais sa principale source de profits jusqu'à sa mort. Et avec les 17 millions d'indemnisation il investit ailleurs, se créant un nouvel empire industriel dans l'immobilier et (encore) dans l'aéronautique. Moyennant quoi il prospère, grâce à la course aux armements qui dure jusqu'à la guerre.

Au lendemain de la guerre, il repart d'un nouveau pied, en même temps qu'il se lance dans la politique, se payant des postes de député comme d'autres se paient des villas sur la Côte, à coups de millions.

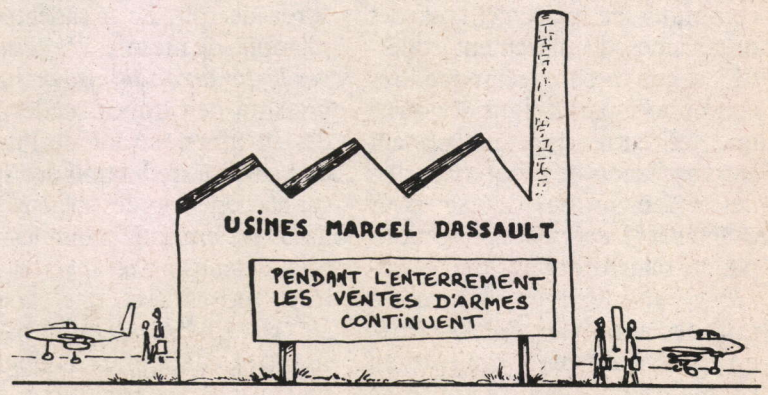
Et il augmente sa fortune en appliquant toujours les mêmes bons principes : d'un côté il s'assure la fidélité d'un client principal, l'Etat ; de l'autre, dans ses usines, il s'en tient à la conception et à l'assemblage des avions, avec des techniciens et des ouvriers hautement qualifiés, mais peu nombreux. Pour le reste — la fabrication qui nécessite une main-d'œuvre nombreuse et peut poser tout un tas de problèmes sociaux — il en charge des sous-traitants dans les ateliers desquels les salaires n'ont rien de copieux.

Résultat : en 1967, il en arrive même à s'assurer le contrôle de la quasi-totalité de la production aéronautique privée, en rachetant Bréguet-Aviation.

En 1981, lorsque la gauche arrive au pouvoir, Dassault fait figure d'épine honteuse au talon socialiste, au point que, cette année-là, au Salon du Bourget, Mitterrand donne l'ordre de ne pas étaler à la vue les bombes et autres missiles qui arment les avions Dassault.

Dassault est alors de nouveau nationalisé. Il ne prend pas la chose au tragique. Il sait ce que c'est. *"Cela m'est complètement égal d'être nationalisé. Je l'ai déjà été une fois et, pourvu que je m'occupe du technique, c'est tout ce que je demande."*, déclare-t-il.

Et, comme en 1936, Dassault conserve les bureaux d'étude et tous les brevets de fabrication de ses avions : ce qui rapporte le plus, tout en coûtant le moins cher... Sans compter les indemnisations qu'il obtient. Après discussion cordiale avec Mauroy, il réussit à faire accepter à l'Etat qu'il ne porte sa participation qu'à 45,84 %, ce qui lui permet de rester maître chez lui. Pour remercier le gouvernement de tant de compréhension, il se paie même le luxe de lui offrir 26 % de ses actions à l'œil (1,8 milliard de francs), en échange de quoi l'Etat s'engage à ne faire payer aucun droit de succession à ses héritiers sur la société des avions Marcel-Dassault, clause qui restera d'ailleurs secrète.



De toute façon, Dassault pouvait se permettre ce genre de largesse, comme il s'était permis en 1976, lorsque son chef comptable avait détourné 8 millions de francs, de dire : *"C'est pas grand-chose, c'est pas cher"*. Avec une fortune qu'on estime entre 5 et 8 milliards de francs, ce n'était effectivement pas cher.

Ghislaine GAUTHIER

GABON : DERRIÈRE LA DICTATURE, LES BARBOUZES D'ELF-AQUITAINE

L'hebdomadaire *L'Evénement* du 17 avril dépeint, dans un reportage de Patrick Séry *"Le noeud de vipères du Gabon"*, la façon dont le dictateur Omar Bongo met en coupe réglée les richesses minières et pétrolières du pays, pour le plus grand profit de sa clique et de quelques grands trusts français.

Il y a, dans ce petit pays de 900 000 habitants, 25 000 Français : des gendarmes, des affairistes de tout poil, des barbouzes gaullistes et des anciens de l'OAS, des cadres des grandes sociétés françaises au premier rang desquelles la société pétrolière Elf-Aquitaine, premier trust français au classement des bénéfices. Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes qui tiennent tous ces rôles à la fois.

Complétant les informations publiées en 1983 par le journaliste Pierre Péan dans son livre *Affaires Africaines*, Patrick Séry dresse une liste éloquente de quelques-uns de ces personnages. Il y a Maurice Delaunay, ancien ambassadeur de France au Gabon qui, en 1967, choisit Bongo pour occuper le poste de président, sur ordre de Jacques Foccart, le chef de la politique africaine française sous De Gaulle, Pompidou et Giscard. Et Maurice Robert, ancien dirigeant du SDECE et lui aussi ancien ambassadeur au Gabon, qui vient de retrouver un poste officiel auprès d'Aurillac, le ministre de la Coopération de Chirac. Entre-temps il a été plusieurs fois salarié d'Elf. Et Jean-Pierre Daniel, colonel et chef du SDECE à Libreville, qui travaille aussi pour Elf.

Le général français à la retraite Loulou Martin, ancien supérieur de Le Pen en Algérie, commande la garde présidentielle de Bongo, composée de Français et de Marocains, en compagnie des colonels français Meudec et Marion. Un autre Français, George Conan, dirige la police politique, très active et brutale contre les opposants gabonais qu'elle poursuit jusqu'en France. Il était en poste avant l'indépendance et y est resté après.

Les sous-fifres aussi sont souvent français. Les interrogatoires politiques ? Dirigés par un Français, le commandant Fourest. De même que la censure des journaux étrangers : c'est un dénommé Prévost qui occupe le job. Et c'est un certain Pradel qui dirige la base d'entraînement de la garde présidentielle : Français lui aussi. Comme l'ancien chef de la principale prison du pays, Jean-Pierre Rognan, révoqué par le Quai d'Orsay, celui-là, pour brutalités commises contre un coopérant.

Exagéré ? Non, et même tellement normal, aux yeux de ces gens, si assurés de leur utilité que l'un des intéressés, l'ancien ambassadeur Robert, commente sans complexes les avantages du système.

Après lui avoir fait raconter comment il est intervenu auprès de Bongo pour faire acheter par le Gabon 40 locomotives Alsthom, *"en compétition avec d'autres pays et plus cher qu'eux"*, le journaliste interroge : *"Vous avez quitté les services spéciaux en 1973 pour entrer à Elf-Aquitaine. Curieux parcours tout de même, du SDECE à l'économie pétrolière, non ?"* Et ledit Robert d'expliquer : *"Vous savez, dans toute grande entreprise, il y a forcément des liens avec les services spéciaux. On fait engager quelqu'un dans une société, un agent qui a un double contrat"*.

Ainsi les Etats français et gabonais travaillent pour Elf-Aquitaine, et réciproquement. Et cela, quels que soient les régimes. L'article rappelle qu'en 1982 Mitterrand a nommé ambassadeur auprès de Bongo, afin de réchauffer les relations avec lui et sous la pression des barbouzes françaises, le gaulliste Dabezies, ancien responsable des services secrets durant la guerre d'Algérie. A ne pas confondre avec Debizet, un autre gaulliste, l'ancien secrétaire général du SAC au moment de la tuerie d'Auriol. Lui aussi a sévi au Gabon, comme conseiller technique auprès de Bongo, durant dix ans...

PCF

QUE VEULENT LES RÉNOVATEURS ?

La direction du PCF a annoncé cette semaine qu'elle prenait l'initiative de réunir son Comité central selon un échéancier bien établi : les 12 et 13 mai, le Comité central se réunira pour discuter de "l'évolution de la classe ouvrière" ; les 16 et 17 juin pour discuter de "la situation des intellectuels" ; en novembre, sur les "questions de gestion", en particulier municipale, et en décembre sur "la politique en direction des jeunes". Pour couronner le tout, en mars 1987, devrait avoir lieu un Conseil national du parti centré sur les problèmes posés au PCF par le *"glissement général à droite des choix politiques"*.

C'est la réponse de la direction du PC pour parer à la contestation des *"rénovateurs"*. La veille de l'annonce de ce calendrier, *Le Monde* avait publié une interview de Tony Laîné et Daniel Karlin, les deux "rénovateurs" qui avaient été à l'origine de la pétition pour la tenue d'un nouveau congrès.

Ceux-ci ont fait état de 5000 signatures, dont 3000 émanant de membres actuels du PCF. Ce qui était frappant dans la publication des 1000 premiers signataires, c'était la forte composante d'intellectuels et la très faible proportion, pour ne pas dire la quasi-absence — exception faite d'un petit nombre de syndicalistes dont on ne savait exactement à quel niveau ils militaient — de ces militants ouvriers de base que le PCF est le seul parti à organiser en aussi grand nombre.

"Nous savons bien que parmi les signataires de l'appel il y a des gens qui ne pensent pas comme nous" ont déclaré Karlin et Laîné dans cet interview.

Mais que pensent-ils eux-mêmes exactement ? Ils veulent un nouveau congrès. Cela, ils l'ont dit clairement, publiquement. Mais pour y défendre quelles options politiques différentes de celles de la direction actuelle du PC ? Ils ne l'ont pas dit. Ils réclament un débat. Ils réclament un congrès pour mener ce débat. Mais qu'est-ce qui les empêche, dès maintenant, d'entamer le débat, publiquement, en dehors de la presse du PC si le PC refuse de leur ouvrir ses colonnes, comme après tout ils l'ont fait pour dire qu'ils étaient oppositionnels. Quitte à se dire oppositionnels, autant dire exactement sur quoi. Pourquoi ne pourraient-ils pas prendre l'initiative du débat politique qu'ils réclament, plutôt que d'attendre que la direction le fasse à leur place ? Cela leur donnerait au moins la possibilité de rassembler les gens qui au sein du PC seraient d'accord avec eux.

Evidemment, la direction actuelle du PC n'a pas l'air de tenir plus qu'eux à mener réellement un débat politique de ce genre. Les réunions de "discussions" qu'elle annonce concernent des sujets en quelque sorte apolitiques : les rapports du parti avec différentes couches sociales, les "intellectuels", les "jeunes", les problèmes de gestion municipale, mais pas les choix politiques du parti.

Mais les rénovateurs, eux, se contentent d'attendre : *"Si cette fois encore, alors qu'il s'agit de la survie du parti, nous expérimentons la volonté de la direction de castrer le mouvement oppositionnel, il faudra tirer la conclusion que nous ne pouvons rester dans ce parti-là"*, disent Karlin et Laîné au *Monde*. Le métier de psychiatre de Tony Laîné lui a peut-être donné une déformation professionnelle. Mais il y a tout de même de quoi s'étonner de voir des militants communistes, à la tête d'un mouvement qui se veut oppositionnel, donc censés mener un combat politique, se contenter d'appréhender la façon dont la direction du PC s'apprête à castrer leur mouvement. Curieuse façon de se déclarer battus d'avance, avant d'avoir véritablement entamé la bataille.

Alors, sur le fond, que veulent donc ces rénovateurs du PC ? La politique qu'ils défendent ne vaudrait-elle pas d'être défendue publiquement auprès de la base ouvrière du PC ? N'aurait-elle alors aucune chance d'être entendue ?

Car après tout, le trouble existe aussi parmi les militants ouvriers du PCF. Seulement, tout se passe comme si les amis de Karlin et Laîné ne cherchaient pas du tout à donner une expression politique aux problèmes de cette catégorie de militants, ce qui explique sans doute qu'on ne les retrouve pas parmi les pétitionnaires. La base ouvrière du PC serait-elle trop démoralisée, trop passive, trop démobilisée ? Plutôt moins que les couches petites-bourgeoises du PC, en fait. Même lorsque le militantisme recule, le passé nous a souvent montré que le PC avait de sérieuses capacités à récupérer ses militants, même troublés, dans les périodes de remontée.

Mais conquérir ces travailleurs-là n'est pas du tout le problème des rénovateurs. Les rénovateurs ne se sont réveillés que lorsque le PCF a quitté le gouvernement. Mais au moment où dans le PCF la base ouvrière renâclait et se posait la question politique de savoir quels avantages leur parti pouvait bien avoir à continuer à participer à un gouvernement qui prenait des mesures antiouvrières, les "rénovateurs" n'avaient à ce moment-là rien à dire.

Et pas plus hier qu'aujourd'hui, ces rénovateurs ont quoi que ce soit à dire à ces militants-là.

Certes, les "rénovateurs" ne sont pas plus réformistes que la direction du PCF, qui l'est tout autant, et qui ne défend pas plus qu'eux les intérêts de la classe ouvrière. Mais au moment où le rapport des forces, du fait de la crise et de la démoralisation de la classe ouvrière, se détériore au détriment de celle-ci, les couches les plus petites-bourgeoises qui gravitent d'une façon ou d'une autre autour des organisations ouvrières, sont celles qui sont le plus facilement attirées et entraînées sur une orbite différente.

Nous ne pouvons prévoir, évidemment, quel sera le point de chute exact des rénovateurs actuels du PC. Le PS ? Cela dépend sans doute plus du PS que des "rénovateurs". Bien sûr, on peut toujours faire des hypothèses : si le PS menait par leur biais une politique offensive à l'égard du PC, peut-être pourrait-il se servir des rénovateurs comme d'un pont lui permettant de débaucher une partie de la bureaucratie réformiste de la CGT, puis entraînerait sans doute alors au moins une partie des militants ouvriers de base. Mais même cela dépendrait beaucoup plus du PS que des rénovateurs eux-mêmes, à supposer que ce soit une politique qui paraisse offrir un quelconque intérêt pour le PS.

Pour ce qui est des rénovateurs, tout ce qu'on constate pour le moment, c'est qu'ils se préparent déjà moralement à quitter purement et simplement le PC, avant même d'avoir amorcé le débat politique qu'ils prétendent réclamer. Peut-être tout simplement parce qu'une politique "novatrice" pour le PC, sur le même terrain réformiste de la direction, ne peut être qu'une politique liquidatrice du PC stalinien au profit de la social-démocratie.

En tout cas, il n'y a pas grand-chose à attendre de positif de cette contestation qui se situe politiquement pour le moins sur la droite du PC, et socialement sur ses franges petites-bourgeoises. Ce n'est pas de ce côté-là que les militants prolétariens sincères du Parti Communiste pourront espérer une quelconque perspective politique. Ce qu'au demeurant les rénovateurs se gardent bien de revendiquer.

Louis GUILBERT

LUTTE DE CLASSE

n° 121
avril 1986
est parue
(96 pages, 20 F)

Elle est consacrée à *"l'extême-gauche dans les élections régionales et législatives de mars 1986"*. Une sélection de documents, professions de foi, discours, tracts, affiches et articles de journaux de LUTTE OUVRIERE, de la LCR et du MPPT, avant et après le 16 mars.

L'ENQUÊTE CONTRE KURT WALDHEIM

UNE INDIGNATION BIEN TARDIVE

Kurt Waldheim, l'ex-secrétaire des Nations Unies, est-il un criminel de guerre ou une cible préfabriquée dont la candidature à la présidence de la République autrichienne a déclenché la grosse artillerie ?

En sa qualité d'officier du renseignement, sous Hitler, était-il au courant du massacre des partisans yougoslaves, de la déportation des Juifs de Salonique pendant la dernière guerre ? A-t-il été un acteur passif et contraint comme il le prétend, ou bien l'un de ceux qui volontairement et consciemment était dans les rangs des massacreurs comme le disent ses accusateurs ?

Soulever ce lièvre-là aujourd'hui, après avoir singulièrement manqué de curiosité pendant 40 ans, alors même que ce monsieur Waldheim a été secrétaire des Nations Unies un certain temps, peut faire douter de la parfaite sincérité de ceux qui prétendent aujourd'hui jouer les justiciers.

Ceux qui ont mené cette enquête contre Waldheim, n'avaient après tout peut-être pas d'autre ambition que de peser sur les prochaines élections autrichiennes. Ce ne serait pas la première fois qu'une croisade contre des crimes passés contre l'humanité, (fustigés depuis des décennies par le camps des vainqueurs plus discrets sur leurs propres crimes) sert à de bien petites causes présentes. De ce point de vue, les auteurs de la campagne contre Waldheim n'ont pas trop mal réussi, même si ce n'est pas dans le sens espéré : ils semblent être parvenus à faire remonter la cote de Kurt Waldheim en Autriche.

Pas étonnant, vu que toute l'Autriche était engagée avec l'Allemagne dans la guerre, qu'elle lui était même annexée depuis 1938, et que c'est toute la population qui d'une manière ou d'une autre a participé à l'effort de guerre du côté de Hitler. Et le réflexe de solidarité provoqué par les accusations à l'encontre du candidat de la droite autrichienne n'est que le pendant de la "responsabilité collective" dont nombre d'Autrichiens doivent se sentir aujourd'hui les cibles expiatoires potentielles.

Responsables les Autrichiens ? Certes, ils l'étaient. Au moins autant que les Français sous Pétain lors de la rafle du Vel-d'Hiv, et, un peu plus tard autant que les Français au nom desquels on tuait et on torturait en Indochine, en Algérie ou dans d'autres sales guerres coloniales.

C'est bien commode, de temps à autres, de se trouver quelques individus à mettre au pilori, de fustiger des Waldheim et d'applaudir à des Reagan, d'oublier les Massu, de s'accomoder des Le Pen, pour s'exciter sur des individus qui ne valaient sans doute pas cher en leur temps, mais qui ont bien leur équivalent dans le temps présent. Ce n'est pas quand ils ont fait leur temps que les assassins sont les plus dangereux. Ce sont tous ceux qui peuvent demain le devenir si une nouvelle situation le permet. Et la fin du temps des assassins dépend de bien autre chose que de la fin de carrière des retraités du nazisme et de la Deuxième Guerre mondiale.

Louis Guilbert

LE PEN ENTRE BAIGNOIRE ET SOUPIÈRE

"Nous serons les défenseurs de l'institution parlementaire" a déclaré Le Pen, lors de sa première conférence de presse en tant que président du groupe parlementaire du Front National. Et de se féliciter que le dépôt de trois propositions de loi par son groupe ait montré, selon lui, que ses députés n'étaient *"ni des pithécanthropes, ni des mutants, même pas des rescapés de toutes les armées coloniales"*.

Pour illustrer ses dires de para-rescapé muté en parlementaire démocrate, Le Pen s'est même découvert, quelques jours plus tard sur Radio-Monte Carlo, partisan d'une réhabilitation de la procédure de référendum afin de *"mettre le peuple dans le coup"*.

Seulement il faut croire que sous le costume de député, le mutant a conservé le baudrier du para d'Algérie car — et c'est un peu sa carte de visite ès-démagogie — c'est au rétablissement de la peine de mort qu'il voudrait faire servir le référendum. Parmi ce qu'il appelle les autres *"grandes questions"* auxquelles le référendum pourrait apporter une réponse, Le Pen n'a pu citer que la réforme de la loi électorale.

Eh oui, si la majorité actuelle rétablissait le scrutin majoritaire, comme elle en manifeste l'intention, Le Pen a toutes raisons de craindre que de son groupe de 35 députés, il n'y aurait guère de rescapés. Ou en tout cas, pas sur ses listes. Car nombre des élus du Front National sont d'anciens notables du RPR ou de l'UDF qui ne sont venus à lui que parce qu'ils escomptaient avoir plus de chance d'obtenir un siège de député avec l'étiquette Le Pen qu'avec celle de Chirac ou de Lecanuet dans le cadre d'une élection avec une certaine dose de proportionnelle. Cette mini-proportionnelle disparaissant et l'influence électorale du Front National restant égale, ces ex-notables du RPR et de l'UDF pourraient fort bien refaire, en sens inverse, le chemin qu'ils viennent d'accomplir.

Le Pen sait fort bien pour l'avoir vécu en 1955 que des 53 députés poujadistes comme lui, il n'en restait guère, six mois après leur élection, à avoir résisté au fumet des assiettes pleines que l'on servait chez les concurrents. Et trente ans plus tard, plus encore, pour avoir accès à la soupière, il faut être du ou des partis au gouvernement.

Alors, en se disant "défenseur de l'institution parlementaire", c'est surtout ses propres chances que défend Le Pen, en espérant qu'il pourra maintenir assez longtemps la cohésion de son groupe de députés pour en monnayer le soutien à un Chirac ou à un Barre. En espérant surtout que les élus dudit groupe ne chercheront pas, eux, à le prendre de vitesse en s'offrant, aux mêmes ou à d'autres, sous forme de petite monnaie...

P.L.

ESPAGNE

LES SOCIALISTES AUX COULEURS DE L'OTAN PAVOISENT LES COMMUNISTES DE LA "RÉCONCILIATION NATIONALE" EN BERNE

Le Premier ministre espagnol, le socialiste Felipe Gonzalez, vient d'annoncer qu'il avancerait au mois de juin prochain les élections législatives initialement prévues pour octobre. Félipe Gonzalez et le Parti Socialiste, le PSOE, espèrent évidemment gagner ces élections anticipées, celles-ci se déroulant dans la foulée de deux autres scrutins récemment remportés par le PSOE : celui sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun et celui du 12 mars dernier concernant le maintien de l'Espagne au sein de l'OTAN.

Alors que jusqu'en 1982 — date de l'arrivée des socialistes au gouvernement avec l'équipe Gonzalez — le PSOE se déclarait partisan du retrait de l'OTAN, les socialistes gouvernementaux avaient, en 1986, troqué leur vieux slogan "OTAN no" pour le slogan exactement inverse "OTAN si". Le revirement n'avait, en fait, pas surpris grand monde, puisqu'il venait après près de quatre ans d'une politique gouvernementale, où le PSOE avait montré qu'il n'était pas à un revirement près.

LES SOCIALISTES AU GOUVERNEMENT

Certes, le PSOE était resté très évasif, en 1982, sur ce qu'il ferait s'il arrivait au gouvernement. Mais il s'était contenté de mener toute sa campagne sur le thème du *"changement"*.

Las ! A peine élu, Gonzalez annonçait la couleur : "l'état de grâce" allait être un "état de maigre" pour les travailleurs. Au fil des mois, sous prétexte de relancer l'économie et l'emploi, le gouvernement socialiste allait programmer des augmentations salariales systématiquement inférieures à la hausse des prix, diminuer les retraites, aggraver le statut des locataires par rapport aux propriétaires.

D'un autre côté, les cadeaux au patronat ne cessaient de pleuvoir, grevant lourdement le budget de l'Etat puisqu'en 1984 par exemple, la dette publique doublait par rapport à l'année précédente, représentant l'équivalent de deux années de recettes fiscales. En 1983, alors que les statistiques comptabilisaient 1.200 chômeurs de plus par jour, les bénéfices patronaux doublaient par rapport à 1982. En 1984, alors que le rythme d'augmentation du nombre des chômeurs passait à 1.500 de plus par jour, alors que les salaires réels (compte tenu de l'inflation) diminuaient de 3,5%, les bénéfices patronaux croissaient de 22% (mais les investissements privés dans la production, eux, diminuaient).

Un bilan gouvernemental on ne peut plus clair : sacrifices accrus pour les travailleurs et les petites gens tandis que la majorité des possédants faisait bombance. Un bilan dont les dirigeants du PSOE se félicitaient même ouvertement, tel celui que citait voici tout juste un an, la revue *Cambio 16* et qui déclarait : *"Nous avons fait des choses qu'aucun gouvernement de droite n'aurait osé faire"*, version d'outre-Pyrénées du *"sale boulot"* dont se vantait Fabius cet hiver.

Seulement, à la différence de Fabius, en mars dernier, Gonzalez a eu un peu plus de succès que lui dans l'appel au vote "utile", transformant le référendum sur l'OTAN en un plébiscite. Face à une droite qui, favorable à l'OTAN, avait préféré appeler à l'abstention plutôt que de paraître soutenir le gouvernement, Gonzalez n'avait guère à craindre le camp des partisans du "non". En effet, le principal parti appelant à dire "non", le Parti Communiste d'Espagne (PCE) voit fondre son audience et ses forces militantes et électorales depuis une dizaine d'années.

POURQUOI LE PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL A-T-IL PERDU L'ESSENTIEL DE SON AUDIENCE?

Une situation qui peut sembler paradoxale quand on sait qu'après la mort de Franco, voici à peine dix ans, ce même PCE bénéficiait d'un prestige important : celui que lui conférait le fait d'avoir lutté dans la clandestinité contre le régime franquiste et plus encore le fait d'avoir, dans les dernières années de la dictature, réussi à organiser un peu partout des syndicats illégaux, les Commissions Ouvrières, qui permettaient aux travailleurs de mener des luttes, souvent même victorieuses, malgré la dictature.

Organisation ouvrière la mieux structurée au sortir du franquisme, celle dans laquelle se reconnaissaient — au moins par le biais des Commissions Ouvrières — de nombreux travailleurs, le PCE allait perdre en quelques années le capital de confiance que lui avaient acquis le dévouement et les sacrifices de ses militants sous la dictature. Certes, le PCE (et ses dirigeants en tous cas) n'avait pas attendu la mort de Franco pour se montrer soucieux des intérêts de la bourgeoisie et de l'Etat espagnols. Mais ses appels à *"la réconciliation nationale"* en 1956, ses offres de service à *"tous les groupes d'opposition y compris de droite"* en 1968, ou son acceptation de la monarchie en 1974 passaient en quelque sorte au second plan tant que subsistait la dictature.

Mais une fois disparu le dictateur, les déclarations, jusque-là platoniques, du PCE allaient pouvoir être mises en pratique. Sous la direction de Santiago Carrillo, le PCE allait ainsi accorder tout son soutien aux deux premiers gouvernements (de droite) de l'après-franquisme. Le "pacte de la Moncloa", signé en 1977, entre le patronat, le gouvernement d'Adolfo Suarez, et toutes les organisations syndicales et politiques (dont le PCE) se traduisait ainsi par une réduction brutale du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Du même coup, ce "pacte" de collaboration de classe allait porter un coup d'arrêt aux illusions des travailleurs quant à la volonté des syndicats et du PCE de les défendre. Aux élections législatives de juin 1977, le PCE allait payer le prix de cette politique : il ne recueillait même pas 10% des suffrages tandis que le PSOE qui, ayant moins d'influence dans la classe ouvrière, avait eu moins à se mettre en avant et donc à se discréditer, obtenait près de 30% des voix et devenait le deuxième parti du pays. Dans les années qui suivirent, le PCE allait poursuivre son soutien à la politique anti-ouvrière d'un autre gouvernement de droite, celui de Calvo Sotelo, perdant dans le même laps de temps les deux tiers de ses électeurs et même de ses militants pour, en 1982, n'avoir même plus 5% des voix.

(AFP)

Santiago Carrillo, dirigeant du PCE aujourd'hui écarté, au cours de la campagne électorale de 1982 : le score du PCE va tomber à 5 % des voix.

Une politique délibérement suicidaire, à ne considérer que les seuls intérêts d'organisation du PCE, mais une politique qui exprimait pratiquement à l'état pur les choix de classe que sont capables de faire et que font les dirigeants réformistes en général et les dirigeants staliniens en particulier, en Espagne ou ailleurs : celui de préserver à tout prix les intérêts de leur bourgeoisie, de leur Etat contre les risques de mobilisation de la classe ouvrière. Des risques que la bourgeoisie espagnole et les dirigeants du PCE estimaient bien réels dans un pays où, malgré trente années de dictature, la classe ouvrière non seulement n'était pas brisée mais apparaissait rajeunie, renforcée numériquement et moralement face à des hommes politiques bourgeois sans grand poids sur elle, puisque ayant tous été plus ou moins compromis avec le régime précédent.

Le terrain social était explosif et risquait de sauter dès les premiers pas de la nouvelle "démocratie" bourgeoise espagnole : il n'y avait guère que le PCE pour faire le sale (et dangereux pour lui) travail de déminage. *"C'est une dette que la bourgeoisie espagnole aura toujours envers l'ancien secrétaire général du PCE"*, écrivait en 1983 l'éditorialiste du grand quotidien *El Païs*, après que Carrillo eut perdu son poste pour avoir été rendu responsable de la quasi-disparition politique de son parti.

Une dette dont la bourgeoisie est peu pressée de s'acquitter : quand les dirigeants réformistes bénéficient du crédit de la classe ouvrière et cristallisent ses espoirs, la bourgeoisie s'arrange pour les compromettre, sans rien donner en échange. Et le travail fait, elle n'a pas pour habitude de règler leurs gages aux serviteurs discrédités.

Pierre LAFFITTE

COMMUNIQUÉ

SOUTIEN AU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE KURDE

"Dans les conditions où le régime de la République Islamique d'Iran s'efforce toujours de réprimer le mouvement kurde et d'établir la domination totale de la terreur et de la "paix", et cela en mobilisant plus de 200.000 forces armées, le peuple héroïque kurde poursuit inlassablement sa lutte contre ce régime bourgeois sanguinaire.

Sept ans se sont écoulés depuis la première offensive des forces islamiques au Kurdistan au printemps 1979 ; sept ans durant lesquels une lutte de libération pour le droit démocratique des nations à disposer d'elles-mêmes a été menée par tout un peuple qui se trouvait sous différentes formes de pressions.

Durant ces sept ans, Komala a joué un rôle considérable dans la direction de ce mouvement révolutionnaire, la large mobilisation des masses pour un soutien actif aux mots d'ordre démocratiques et légitimes, et l'avancement du mouvement vers la perspective claire d'une victoire qui signifie une démocratie large et réelle au Kurdistan et des transformations sociales au profit des masses laborieuses kurdes (...).

C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie kurde (représentée par le Parti Démocrate du Kurdistan d'Iran-PDKI), inquiète de l'influence politique et de la force militaire et organisationnelle croissantes des avant-gardes communistes de la classe ouvrière s'est vue obligée de provoquer une guerre civile au Kurdistan contre Komala et tend aussi au compromis avec le gouvernement islamique du Capital. Ainsi, aujourd'hui, les communistes luttent au Kurdistan d'Iran sur deux fronts, contre la bourgeoisie d'Iran et celle du Kurdistan.

Pendant ces dures années de luttes, les masses laborieuses kurdes ont apporté leur soutien actif, moral et matériel, à Komala. Cependant, le blocus économique, les destructions dues non seulement aux bombardements des régions kurdes mais aussi à la guerre meurtrière Iran-Irak, ainsi que les diverses pressions militaires et politiques de la République Islamique, ont imposé des restrictions pratiques à ce soutien.

Dans ces conditions, le soutien financier, mais aussi moral, à Komala revêt un aspect particulièrement urgent et important. Pour surmonter les limitations dues à l'agression des forces d'occupation de la R.I., et confronter cette agression étendue et sauvage, pour aider à mener à la victoire ce mouvement, il est vital que tous les éléments épris de liberté, tous ceux qui ont, tant soit peu, une sympathie à l'égard des mouvements aux revendications légitimes, apportent leur soutien au mouvement kurde en Iran.

Notre adresse postale : M. MANI - BP 89 - 93800 Epinay-sur-Seine."

LA POLITIQUE DE RAMBO

Éditorial des
bulletins d'entreprise
du lundi 21 avril 1986

Il y a dix ans, à la suite de la guerre du Vietnam, la population américaine en avait ras-le-bol d'aller mener de sales guerres contre des peuples situés à des milliers de kilomètres, elle qui venait d'en prendre pendant dix ans.

Et puis, quelques années plus tard, il y a eu l'intervention américaine à la Grenade, celle de l'Angleterre contre les Malouines, qui ont rencontré l'acquiescement d'une grande partie de la population américaine comme européenne.

Aujourd'hui, l'intervention américaine en Libye a bénéficié de l'assentiment d'une grande partie de la population, non seulement des Etats-Unis, mais même de celle d'Europe Occidentale. Pas de toute la population, pas de tous les travailleurs en particulier, mais quand même d'une partie importante de la population.

Cela, ça s'appelle la préparation psychologique à la guerre. C'est-à-dire que les chefs de file des pays impérialistes ont réussi à faire renaître un état d'esprit belliciste chez les peuples des pays les plus industrialisés et les plus riches.

Oh, cela ne veut pas dire que ceux qui approuvent soient déjà prêts à faire la guerre, c'est-à-dire à assumer tous les sacrifices d'une guerre. Même ceux qui sont le plus violemment pour ne sont certes pas prêts à la faire eux-mêmes.

On le voit aujourd'hui en Angleterre, où les mêmes parlementaires qui soutenaient au début Mme Thatcher, y compris pour le fait que les bases anglaises aient servi de base de départ aux bombardiers américains, ont changé d'avis dès qu'il y a eu les otages anglais assassinés au Liban, et en ont fait le reproche à la même Mme Thatcher.

Peut-être les parlementaires anglais précèdent-ils l'opinion publique, peut-être la suivent-ils. Toujours est-il qu'ils ont préféré ne plus s'associer à la politique américaine, car n'est-ce pas, un parlementaire, ça peut aussi être une victime. Et avec la guerre moderne, il n'y a pas que les soldats de première ligne qui sont victimes. Même les diplomates peuvent l'être.

En France, il en va de même. Nombre de ceux qui se sentent des "va-t-en-guerre" le sont pour les autres. Témoin ce sondage qui indique, paraît-il, qu'à peu près 40 % des Français approuvent le raid américain, 40 % le condamnent, mais que 55 % sont très contents que la France ait refusé le survol de son territoire (que les Américains n'avaient, paraît-il, même pas demandé, n'en ayant pas besoin !).

Alors bien sûr, cette préparation morale à la guerre n'est pas encore complète, surtout s'il s'agit d'affronter un ennemi autrement plus dangereux que des terroristes isolés, même armés par de petits Etats.

Car une troisième guerre mondiale entre l'Occident et l'URSS, ça ne serait pas qu'une seule petite bombe aux Champs-Elysées ou dans le RER, mais des milliers de tonnes de bombes, et peut-être l'holocauste atomique.

Mais il n'empêche qu'aujourd'hui l'atmosphère, dans bien des milieux sociaux, est aux propos bellicistes et vengeurs. De là à la vraie guerre, il n'y a parfois qu'un déclic, un prétexte, un pas.

C'est pourquoi les travailleurs doivent avoir conscience que le terrorisme individuel ne défend jamais les exploités, mais que le terrorisme en grand des grandes puissances a toujours pour but et pour résultat de les opprimer.

APRÈS LES BOMBARDEMENTS EN LIBYE, REAGAN VEUT "MOUILLER" LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS

Dans une conférence de presse, tenue le 21 avril, Reagan a vertement fustigé l'attitude "injustifiable" de certains gouvernements, et en particulier du gouvernement français, qui ont fait preuve de bien trop de réticences à son goût vis-à-vis du raid du 14 avril sur la Libye.

Il est vrai que, dans le même temps, il a tendu une perche aux mêmes gouvernements, en révélant que *"certains alliés ont suggéré que, si nous devions recourir à la force, alors ce devrait peut-être être quelque chose qui aurait davantage d'envergure, un effort total visant à changer la politique de la Libye"*.

Que les gouvernements européens soient dans son camp face à la Libye et aux pays du Tiers Monde, Reagan le sait. Là-dessus il n'a pas besoin de gage. Pas plus qu'il n'a besoin, pour l'instant en tout cas, de l'aide militaire effective de ces gouvernements pour mener à bien ses coups de force.

Mais Reagan sait aussi, et les sondages le montrent, que l'opinion publique européenne reste encore dominée par la crainte d'avoir à payer, chez elle en Europe, par une recrudescence du terrorisme, le terrorisme à grande échelle des bombardiers américains.

Or toute l'attitude, toutes les réticences des gouvernements européens ne sont dictées que par leur volonté de ne pas prendre de front leur opinion publique. Et c'est bien cela dont Reagan ne veut pas. Il veut qu'en Europe, comme il l'a fait lui-même aux Etats-Unis, les gouvernements s'attèlent à la tâche d'habituer la population à l'idée de la guerre. Il veut également pouvoir se prévaloir, auprès de sa propre opinion publique, de l'unanimité du "monde occidental".

C'est pourquoi il fait pression aujourd'hui, pour que tous les gouvernements européens s'affirment ouvertement, publiquement, les complices des coups de force américains.

Caspar Weinberger (à gauche), secrétaire à la Défense et George Shultz, secrétaire d'Etat, présentant à la presse le plan d'attaque de la Libye. Les avions U.S. ont-ils vraiment fait le détour par Gibraltar ?

L'HYPOCRISIE FRANÇAISE

Le 22 avril, au Conseil de sécurité de l'ONU, le représentant du gouvernement français a joint son veto à celui des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne contre une résolution condamnant les bombardements américains en Libye.

On n'en est déjà plus aux prétentions gaulliennes à l'indépendance militaire vis-à-vis des USA dont on se réclamait si fort à l'Elysée comme à Matignon, au lendemain du raid américain.

Il est vrai que bien des choses ont été dites, depuis, sur la soi-disant fermeté du gouvernement français vis-à-vis de Reagan.

Pour commencer, à en croire certains journaux dont le *Le Journal du Dimanche* et *Le Canard enchaîné,* l'émissaire de Reagan, le général Walters, n'aurait même pas demandé l'autorisation d'emprunter l'espace aérien français. Sans doute parce qu'il savait par avance que cela poserait problème. Mais du coup, quoi qu'ils en aient dit, Chirac et Mitterrand n'ont donc pas eu à la refuser cette autorisation.

Qui plus est, toujours selon *Le Canard enchaîné,* des officiers français affirmeraient que les bombardiers américains auraient bel et bien traversé les Pyrénées d'ouest en est. En plein dans l'espace aérien français... donc ! Evidemment, au ministère de la Défense, on oppose un démenti absolu à ces propos, s'indignant qu'on laisse entendre que les radars français aient pu être pris en défaut. A moins, justement, qu'ils ne l'aient pas été, mais qu'ils soient allés discrètement regarder ailleurs, comme les navires de reconnaissance russes !

D'ailleurs, si l'on en croit *Le Canard enchaîné* et les sous-entendus de Reagan lui-même lors de sa conférence de presse, le principal reproche de Mitterrand au raid américain aurait été son inefficacité : tant qu'à faire de recourir à la force militaire il aurait fallu faire ce qu'il fallait pour mettre Kadhafi hors-jeu une fois pour toutes.

Mais évidemment, après coup, et lorsque les sondages révèlent les inquiétudes de l'opinion publique, ce sont des choses qui ne se disent pas.

DIPLOMATIE CASQUÉE

D'après un haut fonctionnaire américain, cité par *Le Journal du Dimanche,* durant les 175 ans qui ont suivi la création des USA, pas un seul diplomate américain n'a été assassiné pour des motifs politiques. Mais, depuis 20 ans, la "carrière" est devenue un métier à haut risque : 70 morts, dont 6 ambassadeurs, dans les rangs de la "diplomatie" américaine. De quoi lui donner un coup au moral !

Alors, pour que l'espèce ne soit pas décimée, on va recourir aux grands moyens. Dans les cinq années à venir, 35 milliards de francs seront dépensés à convertir les ambassades américaines en bunkers. Et un service de "gorilles" spécialisés, moins voyants que les "marines" traditionnels, sera chargé de dépister lettres piégées et mets empoisonnés.

Une formation spéciale est désormais dispensée aux diplomates, pour leur apprendre à déjouer les tentatives de prises d'otage et, au pire, à "bien" les subir.

Bref, les quelques rares diplomates américains qui n'étaient pas encore des barbouzes par leur fonction, le seront désormais par nécessité.

UNE MANIFESTATION A EU LIEU A PARIS

A bas le terrorisme des grandes puissances, solidarité de tous les opprimés

Mercredi 23 mars, environ un millier de manifestants, à l'appel de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, ont défilé à Paris entre la Place Clichy et le métro Barbès. Les banderoles et les slogans dénonçaient le terrorisme de grande puissance de Reagan et proclamaient la nécessaire unité des opprimés pour s'y opposer. Parsemée de drapeaux rouges, la manifestation annonçait la couleur : celle de l'internationalisme prolétarien. Elle s'est terminée par une prise de parole des organisateurs et au chant de l'Internationale.

Bien que modeste, cette manifestation a permis de montrer sans ambiguïté comment se situent les communistes internationalistes : s'ils ne soutiennent en rien la dictature d'un Kadhafi, face aux bombardiers supersoniques et à leurs missiles, face au terrorisme d'Etat des grandes puissances, ils choisissent leur camp. Et ce n'est pas celui du pilonneur des villes libyennes, Reagan, et de ses complices occidentaux. Car, bien au-delà de Kadhafi, l'intervention américaine vise tous les peuples pauvres, tous les opprimés, les exploités de la planète qui veulent tenir tête au gendarme dans ce monde injuste.

Et ne serait-ce qu'avec l'annonce par tract de la manifestation, dans les entreprises où sont les militants de Lutte Ouvrière, cette prise de position a déclenché bien des discussions avec les travailleurs, auprès de qui la démagogie guerrière des dirigeants américains a fait de sérieux ravages.

SOUSCRIPTION POUR LES CANDIDATURES LUTTE OUVRIÈRE AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET RÉGIONALES DU 16 MARS 1986

Lutte Ouvrière a présenté aux élections législatives et régionales de mars dernier des listes de candidats, pour faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Pour assumer les frais importants de cette campagne électorale, notamment l'impression du matériel légal, nous avons besoin de l'aide de tous.

Même si cette campagne est terminée, si vous n'avez pas encore versé votre soutien, il est encore possible de le faire.

Vous pouvez envoyer votre contribution, ou celles que vous aurez recueillies à notre CCP : LUTTE OUVRIÈRE CCP La Source 31 175 86 W avec la mention "souscription élections".

Nous poursuivons ci-après la publication des dons déjà reçus.

CGCT XV
Un travailleur 100 F. Un travailleur 50 F. Un travailleur 50 F. Un travailleur 50 F. Un travailleur 50 F. Nicole 200 F. Nicole 300 F. Un travailleur 100 F. Mon pote socialiste Yves 200 F. Un copain Jean-Jacques 200 F. Un copain Bernard 50 F. Un travailleur 100 F. Annie 100 F. Deux copines de Gennevilliers 200 F. Un travailleur 20 F. Un travailleur 20 F. Un travailleur 20 F. Un travailleur 20 F. Un travailleur 10 F. Une travailleuse 20 F.

CGCT MARNE
Jean-Louis 100 F. René 40 F. Jean 50 F. Françoise 100 F. Ollivier B. 50 F. Michèle Loufarre 100 F. Martine 40 F. Une travailleuse 30 F. Monique 20 F. Françoise 50 F. Yves 50 F. Patrick 250 F. Joseph 100 F. Claire 50 F. Janis 10 F. Louis Georges 10 F. serge 20 F. Maryse 10 F. Une travailleuse 10 F. Jean-Perdieu 100 F. Collecte de soutien 260 F.

THOMSON VELIZY
A. Calvo 50 F. A. Galvao 50 F. Tourneur 10 F. Jacqueline 30 F. J.P. B. 20 F. A. Dumont 10 F. B. Moreau 50 F. J. ch. 10 F. M. Garcia 20 F. Armand 10 F. Yves sympathisant 150 F. Jacques 20 F. Gérard 30 F. Antoine 10 F. Café 50 F. Buzzi P. 40 F. Vatel 50 F. Amigo 20 F. Didier Saxe 20 F. Bellee Andred 60 F. Sabine 30 F. Tourneur sympathisant 50 F. Durand sympathisant 50 F. Kamara 10 F. Nion Eric 10 F. Menal 50 F. Maria d'après ses moyens 10 F. André 20 F. Immigré 20 F. Joël 20 F. Une femme de ménage 10 F. Alex 30 F. Jacques 20 F. Ancien de Meudon 50 F. J.F. Santana 20 F. Un ajusteur du GED 50 F. Une monteuse 10 F. Un travailleur de l'entretien 20 F. Un contrôleur 50 F. Un ouvrier du magasin 10 F. Un fraiseur 10 F. Georges 120 F. Anne Pottier 50 F. Jean-louis de l'entretien 30 F. Monteur du KMP 10 F. Un fraiseur de la mécanique 20 F. Travailleur à SMC 20 F. Une monteuse 20 F. Une monteuse 30 F. Monteur SMC 10 F. Travailleur de HMP 30 F. Marty (Bobigny) 20 F. Un camarade de Lagny 50 F.

CREDIT LYONNAIS
Patrick Léger, siège 50 F. Danièle, siège 100 F. Jacques Laguiller 320 F. Frère candidate 130 F. José 50 F. Zaza 20 F. Madeleine 50 F. Michèle 50 F. Dany Hyrailles 150 F. Maryse 200 F. S. Million 200 F. Une collègue 20 F. Une copine 20 F. Un collègue 10 F.

CREDIT LYONNAIS LEVALLOIS
Recan 100 F. Deleplanque 10 F. Depoix 10 F. Anzel 50 F. Aoliada M. Hamed 10 F. Prost 30 F. Employée banque 20 F. Simon 20 F. Barthélémy 20 F. Brione 20 F. Wachsmann 20 F. Parois 30 F. Thuillard 50 F. Bataille 10 F.

BNP BARBES
Edith 150 F. Christine 50 F. Véronique 50 F. Dominique 10 F. Valérie 20 F. Nicole 20 F. Evelyne 10 F. Josiane 50 F. Alain 10 F. Roger 10 F. Roseline 20 F. Simone 20 F. Marie-Christine 50 F. Catherine 20 F. Evelyne 20 F. Muriel 25 F. Un sympathisant 150 F. Annemarie et René 30 F. Gueye Nadia 50 F. Ahdmed Ibrahim 50 F. Une copine 10 F. Une amie 15 F. René Guérin 10 F. Sylvie Arnold 10 F. Antoinette 100 F. Abdallah 20 F. Paloma 10 F. Delapierre 15 F. Thierry 20 F. Jean Barnier 50 F. Geneviève Rocca 50 F.

AIR FRANCE ORLY
Spinosa Pierre 200 F. Evelyne 50 F. Agent RATP 50 F. Mère d'un sympathisant 50 F. Mme Kerjouan 50 F. Kerboal 50 F. Merdrignac 30 F. Jaussely 450 F. Riquier 100 F. Barrière 50 F. Boyer 50 F. Petilaire 20 F. Chaudronnier 10 F. Lemoigne 50 F. Estorgues 20 F. Neris 200 F. Guttieriez 200 F. Laurent 30 F. Léon-Savigny 10 F. Devaux 20 F. Noventa 20 F. Anfray 20 F. Mallem 10 F. Brioude 20 F. Goussin 50 F. France 20 F. Gaumet 20 F. Antona 50 F. Mayer 10 F. Demoeles 50 F. Barré 25 F. Esnault 20 F. Drillet 15 F. Sartous 20 F. Omont 15 F. Orne 10 F. Charpentier 50 F. Minh 10 F. Rondel 20 F. Flur 20 F. Pons 40 F. Villedieux 20 F. Richard 15 F. Bertrand 20 F. Nelzy 25 F. Defresne 10 F. Hervé 20 F. Calamaro 20 F. Bernard 20 F. Un ouvrier centrale air comprimé 10 F. Jolivet 10 F. Palierme 20 F. Lehoucq 20 F. Chaudronnier 15 F. Borona 10 F. Chamiot 30 F. Kovacs 30 F. Gros 15 F. Pelat 30 F. Frobert 20 F. Denis 300 F. Bost 50 F. Helip 20 F. Rimac 20 F. Pery 30 F. Surjous 20 F. Perrin 15 F. Blot 20 F. Aubertin 10 F. Pronzola 10 F. Relut 10 F. Papa Moussa 5 F. Bray 30 F. Leboucher 50 F. Fauvel 20 F. Lacroix 10 F. Fournat Pierre 10 F. Benoît Régis 10 F. Robert Alain 30 F. Michel 20 F. Claude 10 F. Me Deul 25 F. Sylvain P 30 F. Marty 20 F. Menot Marc 100 F. Ached 10 F. Llobel 50 F. Giblet 10 F. Zettwoog 10 F. Vauthier 20 F. Travailleur LI 10 F. Travailleur JW 10 F. Lenormand JW 30 F. Un retraité d'Air France 30 F.

SNCF GARE DE PARIS AUSTERLITZ
Cheval, 6 F. Marcaud, 20 F. Employé SERNAM, 10 F. Grombeaud, 10 F. Giraudon Michel, 6 F. Pierrette, 160 F.

SNCF
Le libertaire de PMNA, 20 F. Serge Pujol, 30 F. Bubu, 20 F. Claude, 24 F. Michel, 20 F.

CREDIT LYONNAIS
Thierry, 100 F. Françoise, 50 F. Jean-Claude, 10 F. Christian, 50 F. Marie-Christine, 30 F. Sylvie, 100 F. Brigitte, 50 F. Cécile, 50 F. Annette, 50 F. Danièle, 20 F. Jacques, 50 F. François, 30 F. Patrick, 10 F. Jean-Yves, 100 F. François, 30 F. Robert, 15 F. De Caunes, 100 F. Michèle, 200 F. Philippe, 100 F. Aline, 50 F. Didier, 50 F.

NORTON LA COURNEUVE
Narais, 50 F. Claesens, 10 F. Bauller, 10 F. Pompon, 10 F. Boutiba, 20 F. Tahar, 10 F. Sauveur, 20 F. Monique la basque, 20 F. Preux, 15 F. Ida, 10 F. Weber, 10 F. Roland, 15 F. Morin, 15 F. Mécanique, 10 F. Kim, 10 F. Chanteux, 10 F. Bonnat, 10 F. Sartor, 10 F. Laurent, 10 F. Rossi, 10 F. Soleihavo, 10 F. Moreau, 10 F. Hayez, 10 F. Chadeun, 10 F. Letellier, 15 F. Huy, 10 F. Cuisinier, 10 F. Be Kouka, 20 F. Mure, 10 F. Favier Raymond, 100 F. Petit-Collin Jean-Luc, 20 F. Manu, 50 F. Saada, 200 F. Devulder, 10 F.

RATEAU LA COURNEUVE
Pedro, 30 F. Un ajusteur, 10 F. Serge, 50 F. AQ, 15 F. Lucien Cappaert, 200 F. D. Quemener, 50 F. Un supplément de Desmarez, 10 F. Travers, 10 F. Funes, 50 F. Bourbigot, 50 F. Vénéra, 30 F. Clergaud, 50 F. Toubi, 50 F. Didier S., 200 F. R. Khlat, 300 F.

THOMSON LEVALLOIS
Faurois, 20 F. Jean-Baptiste, 20 F. Fatima Outaleb, 50 F. Dufour, 50 F. Foglia, 40 F. Anonyme, 10 F. Collecte Alcatel Levallois, 280 F. Felledman, 10 F. Fifi, 10 F. Bazillais, 10 F. Tran, 10 F. Li, 10 F.

AMIENS
Un lycéen, 50 F. Christine, 100 F. Meeting Amiens, 69 F. Employée, 100 F. J.C., 100 F. Soutien vente, 4 F + 4 F. Sylvie, 25 F. Dany, 150 F. Soutien d'une mamie, 50 F. Pour Arlette, 5 F. Soutien Royes, 10 F. Anonyme PTT, 35 F. Une copine, 300 F. Marc, 50 F. Christophe (étudiant en physique), 300 F. Stéfanski Freddy, 300 F. Jean-Marie SNCF, 50 F. Christophe, 200 F. Ouvrier Valéo, 100 F.

AIR FRANCE ORLY
Pascal, un copain de GV, 100 F. Carreau D., 10 F. Liétard, 20 F. Williams P., 10 F. Colas, 10 F. Gentil, 15 F. Pied noir, 10 F. Thollot, 10 F. Hucquet, 20 F. Gassien, 25 F. Ballinger, 10 F. Sorel, 30 F. Dollinger, 20 F. Delophon, 20 F. Goursem, 25 F. Leymarie, 15 F. Collet, 10 F. Dornier, 10 F. Giraud, 15 F. Fernandez, 10 F. Audinet, 10 F. Allais, 10 F. Jhean, 10 F. Monier, 10 F. Moutard, 10 F. Moulin, 10 F. Mintier, 10 F. Ruffat, 10 F. Zimmer, 10 F. Ehrlich, 20 F. Julel Alain, 70 F. Bernard, 50 F. Martin, 10 F. Darronat, 20 F.

AIR FRANCE ORLY SUD
Mireille, 150 F. Zagrand, 200 F. Une anonyme, 10 F. Une anonyme, 20 F.

CREDIT LYONNAIS LEVALLOIS
Patrick Pennetier, 200 F. Un employé, 20 F. Jean-Pierre, 150 F. Geneviève Le, 150 F. PP, 50 F. Employé, 20 F. Employée, 10 F.

AULNAY-SOUS-BOIS
Zooro Jen, 200 F. Un camarade grc (coco), 13 F. Un camarade de LO, 16 F.

CREDIT LYONNAIS LA DEFENSE
Daniel, 10 F. Gilles, 100 F. Françoise, 10 F. Corinne, 10 F. Alain, 100 F. Collègue DIO, 50 F. Collègue DIO, 30 F. Anne-Marie, 13 F. Philippe B., 50 F. Jean-Dominique, 20 F. Papy François, 10 F. Roger Cordaro, 40 F. Elisabeth, 10 F. Bernardette, 100 F. Michel, 75 F. François, 150 F. Daniel, 50 F. Laura, 10 F. Michel, 20 F. Colette, 10 F. Anonyme, 200 F. Christian, 200 F. Françoise, 70 F. Jean-Yvon, 50 F.

CLERMONT FERRAND
Dieu Emmanuelle, 500 F. Une sympathisante, 200 F. Une étudiante, 50 F. Laurence Jallot, une future ouvrière, 60 F. Christian Portier, 100 F. "A chacun selon ses moyens", 10 F.

MOULINS
Un camarade, 100 F. Une féministe, 200 F. Mehdi, 75 F. Besson E., 100 F. Isabelle, 20 F. Denis, 25 F. Darmangeat Mme, (pour la démocratie, ne votera pas pour votre parti), 100 F. Un sympathisant, 100 F. Sympathisant (petit), 5 F. Gerbaud Anne, adhérente PC, adhérente MJC, présidente Unef-se, 100 F. Vignier Gilles, pour l'expression 50 F. Soto JP., 100 F. Mercier CH, parce qu'il a refusé le franc symbolique. Je lui en donne cinquante, 50 F. Bardet (un ex:), 500 F.

CLERMONT FERRAND
Abbhani, 150 F. Avriel, 10 F. Cassier, 40 F.

LE MANS
Mariruana, 30 F. Jean-Michel et Laetitia, 74 F. Christophe, 100 F. Maryse, 30 F. Loïc, 200 F. Bruno, 23 F. Zaru, 50 F.

COMPTEURS DE MONTROUGE
11 personnes, 96,20 F.

RENAULT FLINS
Jamma, 20 F. Carmanjos, 10 F. Deline, 20 F. Coorea J., 10 F. Oangina, M., 10 F. Brochard, 10 F. De Sa Moreira, 20 F. Venelle, 20 F. Aubris, 10 F. Fritsch, 10 F. Ahmed, 10 F. Lassane, 10 F. Guy, 100 F.

HOPITAL BEAUJON
Geneviève, 50 F. Camille, 50 F. Jacqueline, 50 F. Hélène, 20 F. Annie, 20 F. Pour arrondir, 10 F. G. Millot, 130 F.

RNUR BILLANCOURT
Claude P., 20 F. Pierre D., 20 F. Bertrand, 10 F. Patrick, 10 F. Gilles + Françoise, 100 F. Jacques, M. 20 F. Arnaud B., 10 F. Christian, 10 F. Claire M., 25 F.

AEROSPATIALE LES MUREAUX
Jean-Pierre, 50 F. Didier, 50 F. Georges, 50 F. M.I., 200 F. Daniel, 50 F. Guy, 30 F. JS, 50 F. Chantal, 100 F.

PARIS
Larbi, 50 F. Kamel, 50 F. Jean-Paul et Josiane, 100 F. Bégé, 100 F.

LEP ARGENTEUIL
Pascale, 60 F. Brigitte, 100 F. Philippe, 75 F. Faouzi, 75 F. Christian, 50 F.

VILLENEUVE
Stefan, 50 F. Serge P., 50 F. Girard M., 10 F. Jean-Michel L., 10 F. Christian C, 40 F. Bouquet Denis, 10 F. Franck P., 10 F. Collecte au drapeau AMPSE (8 personnes), 77 F. Pour arrondir, 3 F.

SNCF EST
Soulayres, 100 F. Annie Chaleil, 100 F. Million J.-Pierre, 50 F. Pintaggio, 20 F. Lavier, 20 F. Cophace, 20 F. Gelvader, 20 F. Barver, 50 F. Ravenel, 20 F. Benello, 20 F. Germani, 30 F. Anonyme, 10 F. Pascalin, 20 F. Hacquart, 10 F. Hugues, 10 F. Verdol, 10 F. Walter, 10 F. Philippe, 10 F. Wally, 20 F. Ramille, 10 F. Vogel, 20 F. Kalowki, 10 F. Marc, 10 F. Serge Allouche, 10 F. Molteni, 10 F. Semat, 10 F. Alban, 15 F. Dédé, 10 F. Chaleil, 100 F, Dervite, 20 F. Didier, 10 F. Seccalingame, 10 F. Blanc, 10 F. Christophe, 10 F. Monteil, 20 F. Guitout, Jouvenceau, 10 F. Gérard, 10 F. Castagnède, 10 F. Gourer, 10 F. Collecte SNCF Est 15 donneurs, 105 F. Maurice, 10 F. Olives, 20 F. Aucante, 10 F. Soulayrs Serge, 300 F.

EGF PARIS 15e
Louis, 27 F. Nouet, 30 F. Plaquet, 20 F. Tixier, 5 F. Diedrich, 20 F. Collecte EDF, 100 F. Garcia, 30F. Milleret, 150 F. Yves, 50 F. Christian, 100 F.

AGF PARIS
Hassaïne, 50 F. Claudine, 20 F. Michèle, 20 F. Parents, 100 F. Une collègue, 20 F. Une collègue, 20 F. Martine, 50 F. Yolande, 30 F. Annick, 10 F. Abdou, 10 F. Evelyne, 20 F. Philippe, 20 F. Marc, 20 F.

HISPANO
Albert, 300 F. Mathieu, 50 F. Dominique, 50 F. Céline, 10 F. Nathalie, 5 F.

ST. SULPICE (TARN)
Verlhac Jean, 50 F. Catala Alain, 30 F. Cikogevic Michel, 20 F. Placide Jean, 20 F. Loubet Françoise, 30 F. Verlhac Michel, 50 F.

SNCF VILLENEUVE TRIAGE
17 cheminots du triage, 153 F.

EDF ST. DENIS
Dezileau Michel, 150 F. Copain CDT, 10 F. Denis Sontag, 100 F. Louette Cl, 20 F. Cauchois René, 100 F. Rideau Bernard, 20 F.

SNECMA CORBEIL
Bodez, 20 F. Dufour, 20 F. Chorlet, 50 F. Navech, 20 F. Cadorne, 30 F. Rouger, 20 F. Soubielle, 20 F. Liot, 50 F. Dolarco, 20 F. Boutet Claude, 20 F. Frédérique, 10 F. Dominique, 20 F. Hassen, 50 F. Nadia, 50 F. Collecte élections Snecma Corbeil, 595 F. Ringuet, 50 F. Ahmed, 20 F. Patrice, 200 F.

INTERTECHNIQUE
G., 30 F, O., 30 F. B., 25 F. Collecte Intertechnique, 371 F.

CRB REGION PARISIENNE
Arlet, 50 F. Macou, 25 F. Trompem, 100 F. Crosse, 50 F. Cop, 400 F. Chauf, 50 F. PCF, 10 F. Mutant, 100 F. Arrondi, 5 F. Collecte CRB 44 donneurs, 315 F.

SNCF DEPOT PARIS SUD OUEST
Un nicoteur, 10 F. Torrano Serge, 15 F. Mullot J.-Luc, 20 F. Amzallag Maurice, 20 F. André Daniel, 100 F. Ferré J.-Claude, 50 F. Couchet J. Philippe, 20 F. Deney Henri, 50 F. Monestier Gilbert, 20 F. Sekreta Gilles, 100 F. Barbera Daniel, 10 F. Etchechouri Jean, 20 F. Rigollet Alain, 20 F. Tassinari, Bruno, 10 F. Denis Philippe, 20 F. Petit Luc, 20 F. Vitry Claude, 50 F.

SNCF MASSENA
Couderc, 50 F. Sergio, 10 F. Joel, 100 F. Michel, 20 F. Bernard, 30 F. Patrick, 60 F. Cheminot, 50 F. Sur le marché, 10 F. Bernard, 200 F.

SNCF RUNGIS
Michel, 100 F. Touchard, 80 F. Un communiste, 20 F. Un voyageur, 10 F. Lhéraud, 10 F. Un poitevin, 10 F. Anonyme, 20 F. De la Réunion, 10 F.

NORTON LA COURNEUVE
Nadeau Joël 10 F. Simon 10 F.

SUPELEC - GIF-SUR-YVETTE
Jean-Marc J 30 F. Philippe, pour que LO se fasse entendre 50 F. Jacques 50 F. Vivement après-demain ! 50 F. La gauche trahit, la droite revient,... préparons la révolution ! 200 F.

AEROPORT DE ROISSY
Davoust Gérard 100 F. Colette Michèle 100 F.

ROUSSEL UCLAF - ROMAINVILLE
Paulette 10 F. Jacques 20 F. Alain (CNRS) 50 F. Monique 20 F. Danièle Roëd 200 F. François 100 F.

ILE SAINT-DENIS
Marie-Paule Larroux 50 F.

PTT TRI-MONTPARNASSE
Jean-François 50 F. Maurice 50 F.
Collecte UAP Tour Assur La Défense 827 F. Collecte UAP Jules Lefèbvre Paris 9e 676 F. Collecte UAP Le Peletier Paris 9e 265,20 F. Et aussi F. Bensussan 200 F. M.L.G. 100 F. Michel Berçon 50 F. René 10 F.

RHONE POULENC - VITRY
Torres Josefa 100 F. Thomas Lydia 50 F. Fernand Pean 30 F. Patrick Pean 50 F. Marie Annie 30 F. Henri 500 F. Jacqueline 50 F. Philippe et Isabelle 20 F. Patrice Di Pastena 30 F. Corinne 50 F. Une femme de ménage 15 F. Pour Arlette (Ivry) 30 F. Une technicienne 10 F. Une ouvrière 10 F. Maurice 10 F. Arlette Gomes 35 F. Fatima 30 F. Mansy 200 F. J.P. 50 F. Leyris 0. 50 F. René 10 F. Patrick 5 F. Thierry 20 F. Anonyme 15 F.

SNCF - JUVISY
Letang 40 F. Baudet 30 F. Boulanger 30 F. Crispi 20 F. Guihou 15 F. Mathieu 10 F. Ploton 20 F. Carlucci 10 F. Gavard 15 F. Lamireau 30 F. Aurissergues 20 F. Bouchet 20 F. Lagarrigue 10 F. Jaze 20 F. Durousseau 20 F. Jardin 10 F. Chatenay 10 F.

SNECMA - CORBEIL
Pour voir la fin du tunnel 200 F. B.B. 50 F. Un sympathisant 50 F.

MONTPELLIER
Fraize Joëlle 100 F. Brigitte "pour le parti" 100 F.

NORD
Un sympathisant de Maubeuge 40 F. Soutien 4 F.

LILLE
Ouvrier bâtiment 100 F. Institutrice 50 F. Instituteur Educateur 50 F. Sylvie 20 F. Ouvrier d'entretien 30 F. Philippe 500 F. Lemahieu Jean-Marc 50 F. Lemohier Philippe 200 F. Philippe Patrick 42 F. Pour arrondir 8 F. Une sympathisante de Lille 550 F. Grodzui Jean-Marc 100 F.

LILLE BANLIEUE WAVRIN
Louse 100 F. Les copines du boulot 120 F. Cockee Wavrin 5 F. Jean-Claude 10 F. Verte Annveullin 15 F. Camille et les Autres 100 F. Renaud Jean-Michel 30 F. Amajar Sidi 50 F. Mevree Thierry 50 F. F. Bonnot La Madeleine 100 F. Enseignante Lille Sud 50 F. Daniel Desnet 100 F. L. Cavalloti 150 F. Camblor Patricia 500 F. Anonyme 250 F. Non à la bourgeoisie 10 F. Nelly 50 F. Pour l'unité des trotskystes 100 F. Catherine infirmière 50 F. Agnès de Dieppe 50 F. Soutien 200 F. Un sympathisant 130 F. Leroy Vincent et Van Rom Pu (CHR) 100 F. Une infirmière 100 F. Un ASH 50 F.

DUNKERQUE
Marcelle et René 100 F. Une prof 35 F. Un prof 20 F. Un prof 150 F.

LEVER - HAUBOURDIN
Marie-Jeanne 30 F. Danièle Francis 30 F. Monique J.-Marc 10 F. Philippe 20 F.

STEIN INDUSTRIE - ROUBAIX
Bernard M. SIVP 20 F. Georges 26 F. Bruno 1.200 F. Delvincourt, mineur Guesnain 50 F.

ORLEANS
Maillard M.P. 50 F. B.B. non aux profits, oui à la vie 100 F. Dominique 100 F. Dominique 100 F. Marie-Pascale 25 F. François 10 F. Jacky Venot 150 F. Yves La Néelle 100 F. Soutien 15 F. Doucet-Pinsard 30 F. Soutien 10 F. Jaja PTT 50 F. Un fleuriste 10 F. Morin Raymonde (institutrice retraitée) 50 F. Morin René (maraîcher retraité) 50 F.

CHEQUES POSTAUX - LA SOURCE
Martine 20 F. M. Claude 50 F. Michèle P. 20 F. Un employé 10 F. Martine et Olivier 150 F. Patrick 150 F. Michel Morin 100 F. Employée 10 F. Josette Picard 200 F.

ORLEANS
Francine Caratti 100 F.

CREUSE
Jean-Pierre 20 F. Daniel 10 F. Paul 100 F. Anonyme 50 F. Guy 20 F. Patrick 20 F. Jean-Louis 50 F.

SNCF LIMOGES
Collecte SNCF 320 F. Jean-Paul 50 F. Maillet Didier 50 F. Un sympathisant 10 F. Caerec Bruno 20 F. Mondary Roland 20 F. René 10 F. Un ami 20 F. Syrieux 14 F. Un copain 10 F. Gérard 50 F. Un copain 20 F. Renaudy 10 F. Jeanjean 10 F.

LIMOGES
Goubert 20 F. Letienne 150 F. Soutien 20 F. Anonyme 50 F. Elisabeth 300 F. René 20 F. Raphaël 50 F. Un sympathisant 30 F. Un retraité 100 F. J. Bretagnolle 100 F. Un pré-retraité 40 F. Ouvrier Cogema 20 F. Soudeur Claure 20 F. Tôlier 20 F. Tôlier 10 F. Mécanicien COGEMA 25 F. Pascale 50 F. Secrétaire 30 F. Ouvrier mécanicien 20 F. Pëtit paysan 10 F. Une mère 50 F. Simone 30 F. Michel 25 F. Claudine 30 F. Un sympathisant 50 F. Un sympathisant 20 F. Jean-Luc 20 F. Michel Malavaud 200 F. Restovin 54 F.

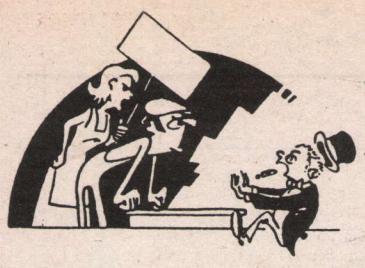
SNCF - LIMOGES
Devisme 10 F. Un ami 10 F. Gleiss 20 F. Feuillard 10 F. Un charentais 10 F. Un ami 10 F. Un copain 20 F. Un corrézien 10 F. Michel 30 F. Soutien 12 F. Mournetas Michel 800 F. Calinaud 20 F. Fialaire 10 F. Cheminot 20 F.

LIMOGES
Un sympathisant 300 F. Granet SNCF 100 F. Negraud SNCF 150 F. Peynot 100 F. Cheminot 15 F. Jean-Michel cheminot 100 F. Dominique cheminot 50 F. Chantal Fief 50 F. Soutien 5 F.

NEVERS
Un CFDT 20 F. Sympathisant 100 F. Garcia Dominique CFDT 30 F. Juliette Dewolf 50 F. Laborie 20 F. Un sympathisant 13 F. Pascal 20 F. Kacem 50 F. José 100 F. Frère 200 F. Marie-Thérèse 50 F. Anonyme 50 F.

Le montant total versé à notre souscription est à ce jour de 1.518.830 F

Si vous avez versé et que votre nom ne figure pas encore dans ce numéro, ne vous impatientez pas : votre participation sera mentionnée dans les prochains numéros de notre hebdomadaire car, faute de place, nous n'avons pas encore pu publier tous les noms de ceux qui ont ainsi soutenu notre campagne.



8.000 suppressions d'emploi prévues à la SNCF

Pour se défendre, les cheminots ne peuvent compter que sur eux-mêmes

La SNCF vient d'annoncer sa décision de réduire les effectifs d'au moins 8.000 agents pour l'année 1986. Il s'agit pour elle de mettre un sérieux coup d'accélérateur à l'offensive relancée depuis 1982 contre les cheminots et qui consiste à réduire les effectifs. L'objectif que s'est fixé la direction serait de parvenir, dans une décennie, à un réseau limité aux grands axes pour les marchandises et doublé d'un réseau rapide pour les voyageurs (TGV) cédé à la gestion privée. Considérées comme secondaires, les dessertes régionales seraient confiées, elles, aux collectivités locales.

C'est toute la SNCF qui serait réorganisée, tous les secteurs touchés. Et les rapports, projets ou plans de toute sorte fleurissent : ETNA (Etude d'un Nouvel Acheminement) qui vise à la fermeture pure et simple de très nombreux triages et de toutes les activités s'y rapportant (entretien des voies, ateliers, bureaux, dépôts, etc.); le rapport YUNG (émanant d'un groupe composé de directeurs) sur la réorganisation du secteur administratif, etc.

Pas un des secteurs de la SNCF n'est épargné. C'est par dizaines, centaines, milliers que des emplois vont être supprimés. Comment supprimer ces emplois? Par la limitation du recrutement, l'incitation au départ (la SNCF a ressorti pour la circonstance un décret de 1954 qui prévoit, entre autres, une prime de départ en fonction de l'ancienneté), la mise à la retraite d'office, les licenciements déjà engagés d'auxiliaires et de contractuels. Les licenciements "économiques" ont déjà vu le jour avec la suppression des passages à niveau, et ce n'est sans doute qu'un début.

Cela s'accompagne d'un resserrement de la discipline. Les sanctions tombent pour un oui ou pour un non. On constate également que les conseils de discipline se réunissent fréquemment pour décider de licenciements de plus en plus nombreux (plus de 1.500 licenciements pour motifs disciplinaires en 1985). C'est aussi l'utilisation de ce que la direction appelle la "méthode douce" et qui consiste à licencier par le biais de la réforme médicale les cheminots ayant des restrictions d'emploi médicales, y compris à la suite d'accident du travail.

Ainsi, après l'annonce de ces mesures, l'inquiétude domine parmi les cheminots. Tous se sentent touchés par les attaques de la direction, qui s'ajoutent au blocage des salaires.

Pour faire accepter toutes ces mesures par les cheminots, la direction de la SNCF prétend depuis un certain temps que les gains de productivité ainsi acquis permettent et permettront une reconquête du trafic sur la route et l'avion. Et les directions syndicales prétendent défendre les cheminots en se plaçant sur un même terrain, celui de *"la nécessité de regagner du trafic".*

La CGT a lancé une semaine d'action du 21 au 25 avril, avec un "point fort" le 23... sans déposer de préavis de grève et en demandant aux cheminots de se déterminer localement. Quant à la CFDT, elle a déposé un préavis sans donner aucune consigne et sans faire d'appel. Les autres syndicats ont gardé le silence.

La grève du 23 avril a été peu suivie. Dans la plupart des secteurs, il n'y a même pas eu d'appel; dans certains, seule la CGT a appelé à la grève. C'est ainsi que, par exemple, cette grève a été suivie à 50% au dépôt de Paris-Sud-Ouest, à 30% aux ateliers de Masséna, et encore moins ailleurs.

Cela dit, les cheminots qui ont fait grève, comme beaucoup de ceux qui sont restés dans l'expectative, discutent de la nécessité de porter un grand coup, de lutter tous ensemble, et de leur méfiance vis-à-vis des syndicats. Et, s'ils n'ont pas dit leur dernier mot, ce qui vient de se passer leur montre, si besoin était, qu'ils ont intérêt à ne compter que sur eux-mêmes.

Toutes les catégories de cheminots sont visées par les plans de réorganisation de la SNCF.

SNCF (Paris)

Les renseignements en dérangement

Pour une fois, les renseignements SNCF avaient une bonne raison d'être en dérangement. Le 9 avril, la SNCF avait prévu de réorganiser une partie de ce service. Pour les usagers, cela devait se traduire par une numérotation simplifiée. Mais pour les agents des Renseignements Téléphonés Voyageurs, la SNCF en profitait pour imposer une singulière détérioration des conditions de travail.

La centaine de personnes travaillant au centre de Pont-Cardinet devait en effet être éclatée sur 3 centres (Montparnasse, Paris-Est et Austerlitz), et leur horaire devait passer de 33 h 45 à 39 h, avec instauration des horaires de nuit. Sans compter l'installation de terminaux établissant l'état minuté de notre journée (nombre d'appels par heure, temps de coupures, etc.). Et à Austerlitz, le bureau vitré des chefs au-dessus de nos têtes...

A l'appel de la CFDT, un débrayage avait déjà été diversement suivi le 14 mars, et la date du 9 avril retenue pour une nouvelle action. Malgré leur nombre restreint et l'absence de climat réellement combatif, des travailleurs de Pont-Cardinet décidaient de s'organiser, pour au moins en profiter pour faire entendre le plus fort possible leur protestation. Et le Comité de grève appelait à se réunir à 8 h à Pont-Cardinet.

Là, à une vingtaine, nous sommes allés à Montparnasse. Les 20 agents de ce centre, en grève à l'appel de la CGT, se sont joints à nous, après une petite visite au sous-chef de gare. C'est donc à 40 que nous sommes allés ensuite à Austerlitz, le plus gros des centres concernés. Nous avons terminé la journée sur une visite à Pajol (Paris-Est) et une autre à Montparnasse pour l'équipe d'après-midi.

La SNCF est parvenue à ses fins, mais cette manifestation montre que le mécontentement s'accumule.

Correspondant LO

ECHOS DE LA SNCF

• Des irresponsables

La semaine dernière, un ralentissement à 40 était installé dans la descente d'Argenton. La distance entre le TIV d'annonce et le TIV d'exécution n'était que de 500 m environ, ce qui est plutôt insuffisant pour tomber de 150 à 40.

Quand on se rappelle l'accident d'Argenton, qui était dû à une signalisation aberrante, il faut croire que cela n'a pas suffi pour ceux qui se prétendent responsables de la mise en place des signaux.

Finalement, on ne peut pas leur faire confiance.

Accueil de fantômes

Aux examens SNCF, les questions posées aux candidats ne correspondent pas souvent à la réalité quotidienne du travail à effectuer une fois l'examen réussi.

Le dernier examen de chef d'équipe n'a pas échappé à la règle : il fallait faire un rapport sur... l'accueil d'un jeune embauché.

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF Dépôt de Paris-Sud-Ouest

• Le froid serait-il hiérarchisé ?

Au dépôt, les primes de froid viennent d'être distribuées.

Eh bien on a découvert quelque chose : on a plus froid quand on est chef !

La preuve, c'est qu'on a de plus grosses primes.

C'est un peu fort

Au dépôt, les releveurs de bande n'ont pas eu droit à la prime de froid.

Le froid, ils l'ont pourtant subi comme les autres. Il paraîtrait que, pour eux, c'est normal, c'est leur travail !

Prime exceptionnelle pour froid exceptionnel, mais... exception pour une partie des agents concernés !

A l'avenir, il pourrait bien y avoir des exceptions aux travaux exceptionnels.

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
SNCF Tours-Saint-Pierre

Cycles Peugeot (région de Montbéliard)

Indigestion de cadences

Dans le secteur des chaînes de montage des cyclomoteurs, lundi 14 à la prise du travail, la direction nous avait préparé une petite surprise. Sur une des trois chaînes, la production demandée à chacun avait augmenté de 20 % environ. A la fin de la journée, nous étions tous sur les genoux. Le lendemain matin, voyant que nous n'arrivions pas à suivre, nous avons décidé d'arrêter. Nous nous sommes tous retrouvés au bout de la chaîne, heureux de constater que les 25 travailleurs de la chaîne y étaient. Dans une brève discussion avec les chefs, nous leur avons dit que nous n'accepterions pas cette nouvelle vitesse de chaîne.

Après une heure de débrayage nous avons repris le travail, décidés à ne pas en rester là. Le lendemain, nous avons contacté les camarades des autres chaînes, qui, même s'ils ne sont pas concernés directement, savent bien ce qui les attend. Nous nous sommes tous retrouvés au réfectoire et là nous avons décidé de débrayer chaque jour un quart d'heure par chaîne, jusqu'à ce que la direction revienne en arrière.

Toute la semaine, malgré les pressions des chefs, nous avons tenu bon. Et à la réunion que nous avons faite vendredi, nous avons décidé de remettre ça la semaine suivante. La direction a bien essayé de nous amuser en nous promettant que les WC de l'atelier seraient repeints, ce que nous voulons c'est qu'elle arrête ces cadences impossibles.

CARMAUX - TARN

Les mineurs sur le carreau

Depuis des années, on parle de la fermeture de la mine de Carmaux. Les élus locaux, la presse, se sont fait l'écho de l'inquiétude des mineurs et de la population de Carmaux, où la mine est l'activité essentielle qui fait vivre le pays.

La CGT, elle, a fait de la relance charbonnière et du maintien du site minier de Carmaux son cheval de bataille. Régulièrement, les mineurs ont été sollicités pour *''défendre la mine''.*

En 1983, à la veille des élections municipales, une grève de 3 semaines de l'ensemble du bassin avait abouti à l'embauche ou à la mutation d'une centaine de mineurs pour le fond. Les inquiétudes quant à une fermeture éventuelle se dissipèrent alors un peu.

Aujourd'hui, l'inquiétude est grande à nouveau.

La direction de la mine en effet est lancée dans une politique de suppression massive d'emplois, qui devrait aboutir rapidement à la fermeture des puits. Des reclassements ont bien été promis aux mineurs. Promis, oui. Mais à quelles conditions, avec quelles garanties?

De l'argent de l'Etat, beaucoup d'argent même, a été débloqué. Ce n'est pas aux mineurs qu'on a donné l'essentiel de cet argent, mais aux patrons de la région, censés créer des emplois. Les patrons ont empoché l'argent. Mais d'emplois créés, point.

700 MINEURS SUR 1.600 DEVRONT PARTIR

Les travaux d'exploitation de la Découverte (nouvelle mine à ciel ouvert) devraient bientôt commencer et la direction veut donc fermer les puits actuellement exploités (le fond) où travaillent 700 mineurs. Les départs en retraite (normale ou anticipée) ne sont pas remplacés, soit 450 emplois supprimés d'ici deux ans. De plus, 700 mineurs (et d'abord ceux qui ont moins de 10 ans d'ancienneté) doivent partir (sur un effectif total de 1.600).

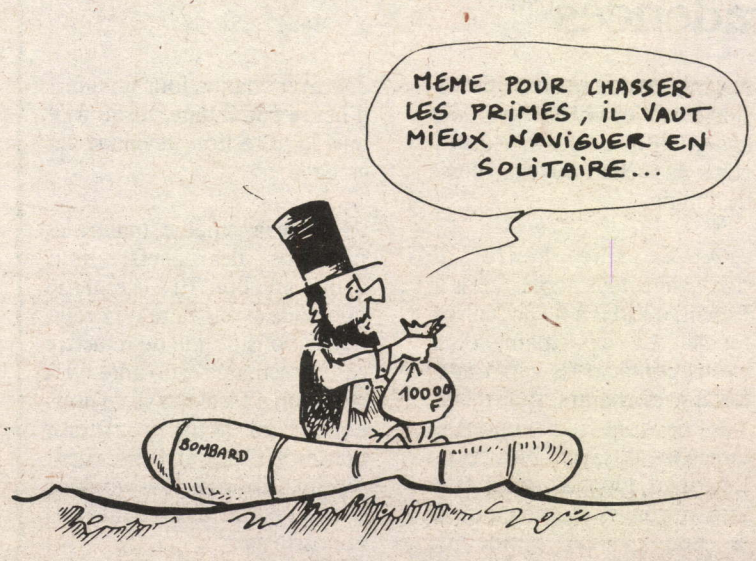
La centrale électrique, par exemple, a fermé l'an dernier. A la cokerie, la fermeture qui était annoncée pour la fin 1985 a été reportée. Mais la direction vient de supprimer une centaine d'emplois. Elle applique là une partie des conclusions du plan établi par un cabinet d'experts. Cette expertise avait été demandée par la CGT pour prouver la rentabilité de la cokerie. Résultat : les experts en question ont estimé que la cokerie serait rentable à un certain nombre de conditions, en particulier en supprimant une centaine d'emplois! Ainsi, la fermeture de la distillerie du goudron vient d'être acceptée comme nécessaire pour restaurer la rentabilité de la cokerie, alors qu'en octobre 1984 l'annonce de sa fermeture avait provoqué protestations et débrayage.

Vouloir faire croire aux travailleurs qu'il faut maintenir la mine au nom de sa rentabilité capitaliste, c'est bien là le piège. La société capitaliste maintient bien des productions inutiles à la société, voire nuisibles, mais extrêmement ''rentables'' pour ceux qui cherchent à en dégager du profit personnel. Et si les mineurs de Carmaux veulent maintenir la mine, c'est-à-dire une production qui existe, après tout plus utile que bien d'autres, même si cette production n'est pas rentable, c'est totalement légitime. Mais alors, pas au nom d'une ''rentabilité'' qui se retournerait de toute façon contre eux. Le fait est que la ''rentabilisation'' de la mine a abouti ces dernières années a des postes encore plus dangereux et plus isolés qu'avant, et bien souvent à devoir travailler plus durement, plus intensivement pour ceux qui restent.

LES INDUSTRIELS ONT ÉTÉ GÉNÉREUSEMENT ARROSÉS. ILS N'ONT PAS CRÉÉ D'EMPLOIS POUR AUTANT

Personne ne croit plus aujourd'hui, à Carmaux, aux plans de reconversion. La région Albi-Carmaux avait été décrétée — comme une quinzaine d'autres régions — ''pôle de conversion'' en février 1984. On attend encore les emplois, comme on attend d'ailleurs ceux qu'aurait dû créer le ''Plan Grand-Sud-Ouest'' du temps de Giscard : quelques dizaines d'emplois tout au plus, sans commune mesure avec le nombre de ceux qui ont été supprimés.

Les seules choses que ces plans successifs ont apportées, ce sont des subventions, réelles celles-là, pour les industriels déjà installés ou pour les ''chasseurs de primes'' qui quittent la région après un an ou deux d'activité. Cela a été le cas de l'entreprise Abelec, au bout de trois ans, ou d'Air-Océan dont les dirgeants ont même été inculpés pour banqueroute et abus de biens sociaux pour avoir converti quelque 10 millions de francs de frais généraux en frais plus ou moins personnels — 50 salariés se retrouvant à la porte. Et à Albi tout proche, Cerril-France, qui a cessé de vivre au bout d'un an après avoir touché des aides très importantes : Alain Bombard qui en était actionnaire ne se retrouve sûrement pas sur la paille, pas plus qu'un de ses promoteurs qui a été nommé directeur de cabinet du préfet de l'Aveyron.



LA SITUATION ACTUELLE : ''ON N'Y CROIT PAS''

Cela fait maintenant un an qu'un ''plan social'' a été lancé. Certains, avec une aide de départ des Houillères, ont tenté de monter un commerce. Mais les affaires n'ont pas marché. Et ils ont dû se servir de la clause de retour à la mine.

Des dizaines de mineurs ont été mutés, surtout à la mine de Gardanne. Ceux qui partent touchent une prime de mutation — environ 45.000 F pour un mineur ayant une dizaine d'années d'ancienneté et 2 enfants. Mais à Gardanne, on ne promet pas le maintien du salaire que pendant un an. Après, tout dépendra du poste occupé.

Les demandes de mutation vont plutôt en augmentant. Car certains ne se font plus aucune illusion sur l'avenir de la mine à Carmaux et préfèrent prendre les devants, d'autant que la direction laisse entendre qu'il pourrait bien y avoir des licenciements s'il n'y a pas suffisamment de départs volontaires. Mais de nombreux mineurs refusent pour l'instant de bouger. Par exemple, des mineurs de fond ayant l'âge de la retraite anticipée ne la demandent pas, pour ne pas dégarnir davantage le fond, ce qui, pensent-ils, accélérerait sa fermeture et compromettrait les ''chances'' de leurs enfants qui travaillent à la mine. D'autres estiment que les conditions de mutation ne sont pas suffisantes. D'autres enfin se résoudraient peut-être à un reclassement sur place, mais les propositions de la direction et les possibilités locales ne soulèvent pas l'enthousiasme : ''on n'y croit pas''. Ceux-là se raccrochent encore au maintien de la mine et comptent sur l'ouverture de la Découverte.

Mais beaucoup de mineurs et de militants de la CGT ont montré, encore récemment, qu'ils n'avaient pas perdu leur combativité. En février dernier, les mineurs du fond et du Lavoir ont fait une semaine de grève, à l'appel de la CGT, et contre l'avis des responsables FO qui ont fait cause commune avec l'encadrement.

LA COMBATIVITÉ DES MINEURS DE CARMAUX, S'ILS LE VEULENT, N'EST PAS CONDAMNÉE A L'ISOLEMENT, NI AUX MOUVEMENTS D'ARRIÈRE-GARDE

C'est qu'il y a à Carmaux des liens très forts de solidarité entre mineurs. On comprend que les prolétaires de la mine, à commencer par les plus anciens, eux qui ont le plus de traditions de luttes communes, veuillent résister, rester ensemble et, au bout du compte, préserver leurs capacités de mobilisation.

Mais justement, les objectifs avancés par la CGT sont bien incapables de faire aboutir cette combativité des mineurs et même de tirer véritablement avantage de leur solidarité de fait. A une époque, la CGT et le Parti Communiste avançaient des mots d'ordre nationalistes, voire régionalistes, du style : *''Le charbon, pétrole de la France''*, *''Relance de la mine de Carmaux''*, *''Produisons français''*, voire *''Produisons tarnais''*.

A vouloir convaincre à tout prix le gouvernement et les Houillères que le ''charbon français'' devait être rentable, ces syndicalistes n'ont au bout du compte réussi qu'à aider la direction à présenter des plans de rentabilisation de la mine. Depuis, la CGT a sensiblement infléchi ses revendications. Elle ne réclame plus de *''relancer la mine de Carmaux''*, elle réclame (comme elle l'a fait lors de la semaine de grève de février dernier) *''l'industrialisation du Carmausin avant toute suppression d'emploi''*.

Mais qui contrôlera cette ''industrialisation''? Qui contrôlera la destination réelle des milliards distribués aux industriels locaux?

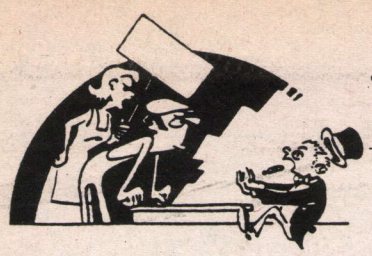
Ce n'est pas en faisant ce genre de suggestions aux Houillères, au gouvernement, que les mineurs de Carmaux ont une chance quelconque de gagner. Ils donnent ainsi des arguments supplémentaires à tous ceux qui leur font de fausses promesses de reconversion.

Oui, il serait possible de faire véritablement reculer les patrons, ceux des Houillères comme les autres, de leur faire renoncer aux suppressions d'emplois ou de les contraindre à proposer des reclassements qui puissent vraiment satisfaire les ouvriers. C'est une question de rapport de forces. Et c'est ce rapport de forces favorable aux mineurs, contre les Houillères et les autorités, qu'il s'agirait de créer. Cela, les mineurs de Carmaux en ont sans doute les moyens. Ils en ont apparemment la combativité.

Dans la région de Carmaux, dans les villes voisines, il n'y a pas que les mineurs dont l'emploi est menacé. Bien des travailleurs de la région connaissent les mêmes problèmes, les mêmes menaces, tout en restant isolés. Les mineurs de Carmaux, eux, sont suffisamment nombreux, solidaires, géographiquement proches les uns des autres, porteurs de traditions combatives, pour être capables d'organiser autour d'eux les autres travailleurs de la région, le double, le triple, dix fois plus qu'eux-mêmes.

Etre capables de cela donnerait bien d'autres perspectives offensives aux mineurs que celle de s'isoler dans la mine.

Correspondant LO



DANS LES ENTREPRISES

CABLAUTO SGE (région Toulousaine)

Chômage partiel à la carte... du patron

Depuis deux ans, le chômage partiel se développe dans cette usine de sous-traitance de 1700 personnes. Pour donner une idée de l'évolution du chômage, voici quelques chiffres de la direction, extraits du "Bilan social": en 1984, il y a eu 1085 ouvriers mis au chômage, le nombre d'heures pour l'année était de 67015 ; en 1985, il y a eu 888 ouvriers mis en chômage, et le nombre d'heures est passé à 145842, soit une augmentation de plus de 100%.

Pour les salariés de l'entreprise, cela devient inquiétant. Car chacun pressent que cela risque bien de se traduire un jour par des licenciements. D'autant plus que les jours de mise à pied sont infligés pour les motifs les plus divers : arrêt-maladie envoyé trop tard ; trop d'absentéisme ; une ouvrière a même eu un jour de mise à pied pour avoir "mal répondu à son chef" ; la dernière en date, à l'atelier IBM, c'est la menace de 2 jours de mise à pied pour celles qui ne porteraient pas les lunettes de sécurité.

Maintenant la direction a trouvé une nouvelle façon de nous faire chômer, qui ressemble étrangement à ce qu'on appelle la flexibilité.

Voici comment se passe le chômage partiel dans l'atelier IBM. Après avoir chômé deux jours par semaine pendant 6 mois (et par deux fois, une semaine entière), maintenant les heures de chômage sont "programmées" semaine par semaine selon la charge de travail. C'est-à-dire qu'au lieu de 2 jours de chômage par semaine, nous travaillons 4 ou 5 jours suivant la charge de travail, mais 6 heures par jour (les deux heures manquantes étant payées en chômage partiel). Car d'après les penseurs qui organisent le travail, travailler 3 jours sur 5 c'était très... démotivant. Avec ce système, c'est une manière comme une autre d'introduire l'habitude du "temps partiel".

Toujours dans l'atelier IBM a été créée une ligne d'urgence, lorsque l'atelier chôme. La quinzaine d'ouvrières de cette ligne travaillent pour faire "l'en cours" et elles chôment un jour différent du reste de l'atelier. Ce qui fait que le travail urgent est toujours fait.

Malgré cela, si l'on est parfois sans travail, il nous faut quand même essayer de faire le rendement, et surtout ne pas parler, ne pas lire.

A l'atelier Aviation, le chômage reprend aussi, et l'atelier est fermé du 1er mai au 11 mai... pour l'instant...

Par contre à l'atelier Automobile, atelier qui a chômé pendant un an jusqu'à 3 jours par semaine, et parfois même des semaines entières, le travail redémarre sur les chapeaux de roues. Après être restées chez nous, il nous faut maintenant faire... des heures supplémentaires. Le pont du 1er mai est même supprimé. On a même fait travailler en équipe une douzaine d'ouvrières le samedi, et sans les payer en heures supplémentaires. On nous demande aussi de repousser d'un mois les congés qui nous restent de 1985, c'est-à-dire de les prendre en juin au lieu de mai. Et tant pis si on avait prévu quelque chose !

D'autre part, du fait qu'il y a un peu de travail à l'Automobile, les mutations entre ateliers reprennent, se traduisant souvent pas des changements d'équipe, c'est-à-dire d'horaires.

Pour l'instant, c'est l'inquiétude quant à l'avenir qui fait accepter tout cela aux ouvrières. Alors, le patron tire sur la corde tant qu'il peut. Mais il aurait tort de penser que tout lui est permis car, si ces mesures sont acceptées, elles soulèvent de plus en plus de mécontentement sur les lignes.

D'autant plus que, pendant ce temps-là, les profits des actionnaires sont en augmentation !

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

• Comment déterminer le sexe des anges

Cela a longtemps soulevé des polémiques au sein de l'Eglise. Pourtant c'est très simple.

Dès que le temps se refroidit brusquement sans prévenir la climatisation, comme ces dernier jours, placez un ange de sexe indéterminé dans un service (peu importe lequel). Dès qu'il dit "On se les gèle", vous savez que c'est un mâle.

N.B. S'il ne dit rien, ce n'est pas une raison pour enlever votre petite laine : il est peut-être muet.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Crédit-Lyonnais - Rillieux

• C'est prévu ?

Il y a eu des exercices incendie en brigade de jour, ces derniers mois, mais pas en nuit, ni en 17/24.

Les dispositions de sécurité sont aussi valables pour ces brigades.

A moins qu'il n'y ait un point du règlement qui stipule que les incendies doivent obligatoirement éclater entre 6 h 30 et 17 h...

Y'a plus de saison

Au début de l'hiver, une note de service annonçait que des gilets isothermiques allaient être distribués aux agents qui travaillent au niveau I. Puis, au début du printemps, la direction a en effet confirmé l'information : les gilets seront attribués, en stocks limités cependant.

Rien n'est arrivé, c'est vrai.

Mais cela ne veut pas dire qu'il ne peuvent pas être fin prêts, tout coupés et cousus... pour juillet ou août !

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
CTA - Créteil

• Sans tambour ni trompette

Télévisions, journaux, tout le monde avait été mobilisé à l'époque pour signaler que le PDG de Strafor embauchait une dizaine de jeunes, il y a environ trois mois. Il avait même fallu louer les salons du Holiday Inn pour fêter l'événement.

La semaine dernière, dans la plus grande discrétion et loin des caméras, l'un des nouveaux embauchés a déjà été convoqué et invité à signer une lettre de démission ! Il a refusé, et il a eu bien raison.

Auto-rigolade

La direction voudrait nous associer à la sauvegarde de la bonne image de marque de l'entreprise, grâce à l'"auto-contrôle" de la production à la chaîne.

Et si un petit problème se présente, à nous de trouver notre "auto-solution". Strafor espère bien que nous y trouverons une "auto-satisfaction".

Nous voulons bien poursuivre l'expérience jusqu'au bout. Il y a des chefs totalement superflus : nous sommes prêts à prendre notre auto-direction, et surtout nous servir des auto-bénéfices.

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
Strafor - Strasbourg

• RP public, RP privé : et alors ?

Rhône-Poulenc devrait être privatisé, comme toutes les entreprises nationalisées depuis 1981. Cette information n'a pas suscité de remous dans l'usine. Et c'est compréhensible. La nationalisation de RP n'a pas empêché la restructuration du groupe de continuer, avec les réductions d'effectifs et les fermetures d'ateliers qui en découlent. La semaine dernière encore c'était le tour d'un autre atelier, celui des corps d'état secteur organique.

Non seulement la nationalisation ne nous a rien apporté, mais on ne se souvient que la boîte est nationalisée qu'à l'occasion du blocage des salaires annoncé par Balladur, qui concerne le secteur public... et nationalisé.

Alors, rien de changé ? Si, tout de même. La démonstration est faite que, quel que soit le statut juridique de l'entreprise, cela n'est pas déterminant.

Il est clair que la privatisation se traduira par la continuation de la même politique anti-ouvrière. Mais ce qui restera décisif, c'est notre capacité à résister aux mesures patronales.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Rhône-Poulenc - Vitry-sur-Seine

SOCIÉTÉ

UNE PREMIÈRE VICTOIRE POUR LES LOCATAIRES SLE DU PONT-DE-BOIS (Villeneuve-d'Ascq-Nord)

La SLE (société d'HLM) vient de rembourser aux 55 locataires de notre immeuble des sommes variant entre 1500 F et 2300 F et également des ristournes d'eau variant de 100 à 1000 F. Notre immeuble n'est pourtant qu'une toute petite partie des 15 000 logements que gère la SLE sur Lille et sa région. En avril 1985, la SLE nous octroyait une première augmentation de charges de 200 F, puis une deuxième de 200 F et enfin en juin 1985 un rappel de charges de 2000 F environ.

Trop c'est trop : le comité de locataires, qui vivotait dans le batiment, s'est vu multiplié par cinq et a rallié la majorité de l'immeuble. Il a été décidé que toutes les augmentations de charges seraient versées sur un compte bloqué. Nous avons décidé également, à 80 % d'entre nous, d'assigner la SLE en justice. Pour financer notre action nous avons lancé une souscription qui a rapporté 4 800 F. Nous avons aussi organisé 3 fêtes, qui ont regroupé de plus en plus de monde : 60 personnes à la première, 200 à la seconde et 250 à la troisième.

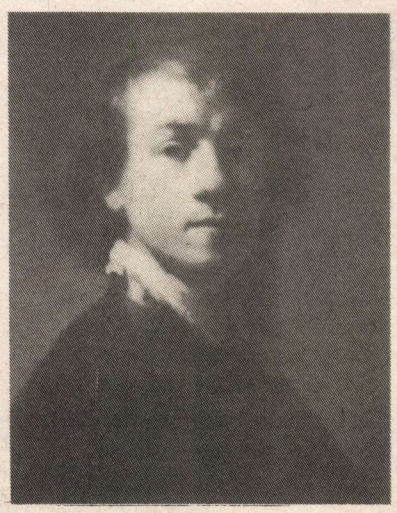
Notre action est largement connue des locataires de Villeneuve-d'Ascq. En effet les journaux locaux se sont fait largement l'écho de notre lutte. De même diverses radios (Fréquence Nord, Radio-Voix du Nord) ont consacré la Une de leurs journaux à notre affaire. Pour couronner le tout, les actualités régionales de FR3 ont diffusé un reportage télévisé sur notre mouvement. Les journalistes y interviewaient longuement des membres de l'association en lutte et parallèlement le patron de la SLE, qui justifiait péniblement les augmentations par les fluctuations du dollar ! Il a par ailleurs déploré toute la publicité faite autour de notre affaire et de *"n'entendre parler l'association que par voie de presse, et d'être assimilé à un logeur à la Zola !"*.

Comme par hasard, dès le lendemain de notre passage à FR3, les premiers remboursements nous parvenaient. Nous venions de remporter notre première victoire : le rappel de charges réclamé en 1985 nous était remboursé. Et dans une ambiance chaleureuse l'assemblée des locataires décidait à l'unanimité de continuer l'action, car nous voulons l'annulation des hausses intervenues en 1985 et l'indexation des charges sur la hausse du coût de la vie.

D'autres immeubles de la région lilloise nous ont récemment contactés : pour certains, la SLE les a assaisonnés de rappels énormes, pour d'autres elle ne les a chauffés qu'à 4° pendant les mois d'hiver, en leur conseillant d'acheter des chauffages d'appoint !

Tous ces locataires connaissaient notre action par la presse et voulaient s'informer davantage, pour organiser leur riposte. Nous avons ainsi prévu de nouvelles réunions dans ces immeubles. La SLE n'a pas fini d'entendre parler de nous !

expositions



"Autoportrait" de Rembrandt

"De Rembrandt à Vermeer"

au Grand Palais
du 19 février au 20 juin 1986

"La jeune fille au turban" de Vermeer

De Rembrandt à Vermeer, le Grand-Palais expose sous ce titre les collections d'un des plus beaux musées des Pays-Bas, le Mauritshuis de La Haye qui prête ses trésors artistiques à l'étranger pendant la durée de travaux de réfection.

L'exposition ne comporte que trois tableaux de Rembrandt et deux de Vermeer. Elle présente, en revanche, un échantillon largement représentatif de ce qu'a été l'art du siècle d'or de la peinture hollandaise, le XVII[e] siècle.

Paysages de Van Goyen où le ciel et la terre apparaissent en un nombre restreint de couleurs grises et brunes. Bouquets de fleurs éblouissants où déjà certains pétales se fanent, tables garnies de vases d'or et d'argent, plats chargés de victuailles appétissantes mais disposés en équilibre instable évoquant le thème religieux de la vanité des biens de ce monde ou, au contraire, chez Jan Steen, scènes truculentes où des paysans chantent et boivent au milieu de leurs enfants dissipés afin d'illustrer avec humour des proverbes tels que *"Lorsque les parents chantent, les enfants piaillent" ;* portraits de Franz Hals, enfin, tantôt parfaitement léchés, tantôt seulement esquissés avec la plus grande liberté.

Le XVII[e] siècle hollandais connaît une véritable explosion artistique qui s'exprime aussi bien par la multiplicité des thèmes traités que par la diversité des techniques employées pour peindre.

La peinture hollandaise de cette époque est assez différente de ce qui se fait au même moment en France, en Espagne ou encore en Italie. On y trouve moins de scènes religieuses, moins de batailles, moins de sujets mythologiques.

En cette période où la bourgeoisie des Pays-Bas fonde la République des Provinces Unies qui conquiert de haute lutte son indépendance face à l'Espagne féodale, les artistes font aussi l'acquisition d'une certaine indépendance artistique. En effet, aux Pays-Bas, les peintres ne travaillent plus seulement pour une poignée de princes, de nobles ou de gens d'Eglise. Il y a maintenant toute une bourgeoisie qui prospère grâce à l'essor économique d'un petit pays qui a conquis contre les grandes puissances de l'époque la maîtrise du commerce maritime occidental. Il y a même des paysans aisés qui peuvent acheter des tableaux.

Dans la mesure où de plus larges milieux ont la possibilité matérielle d'acheter des œuvres d'art, les artistes bénéficient d'un public plus nombreux.

Ils cessent d'avoir une situation de domestiques travaillant pour répondre à la demande de leur commanditaire. Ils travaillent maintenant pour un marché. Et ainsi le peintre se trouve beaucoup plus libre pour faire ce qui lui plaît. Certes, ce marché ne retransmet toujours que les valeurs des classes dominantes. Mais parce que dans les Pays-Bas du XVII[e] siècle c'est la bourgeoisie qui domine désormais, les artistes trouvent un champ d'action plus vaste, suffisamment vaste en tout cas pour que les peintres même incompris dans certaines de leurs œuvres, poursuivent avec obstination une voie originale.

A. LEMOINE

films

RONDS DE CUIR DE RUSSIE

"Les montagnes bleues" *de Eldar Chenguelaïa*

Sosso travaille dans une maison d'édition à Tbilissi en Georgie. Il rentre de vacances et en a profité pour écrire un manuscrit, *Les Montagnes bleues,* qu'il distribue à ses collègues, directeur en tête, et surtout aux membres du "comité de rédaction". L'objectif est de faire agréer ce récit et d'en obtenir la publication. Encore faut-il que le manuscrit soit lu...

Pas facile.

Les jours se suivent et se ressemblent. Et tous ces fonctionnaires ont des préoccupations ô combien plus importantes, que de s'adonner à la lecture. Ils travaillent dans l'édition, ils ne sont pas là pour lire.

Le directeur, lui, est toujours ailleurs, "en réunion". L'employé modèle Vasso, 26 ans de maison, la guerre "dans les blindés", est bien trop occupé à faire décrocher un tableau qui menace de lui tomber sur la tête. D'autres font les vendanges de la vigne de la maison (!).

Choukrine ne lit pas. "Par principe". Reza, lui a emprunté l'exemplaire de Tenguiz et a oublié de le lui rendre au moment de partir "en mission". Irodin préfère absorber des œufs durs. Il a prêté son exemplaire à Gricha mais Khabouzanici a emporté les trente dernières pages de cet exemplaire...

Sosso pourrait se consoler en prenant le café avec Bella, la "nouvelle". Mais il est continuellement dérangé par les visites du mari, dont il ne peut soutenir le regard accusateur...

Tel est le monde dans lequel nous fait pénétrer Heldar Chenguelaïa qui brocarde les mesqueneries et les comportements ridicules de ces petits bureaucrates de la province soviétique.

Il y a du Courteline dans cette satire. Mais comme chez Courteline, le fond de la pensée d'Eldar Chenguelaïa est le pessimisme. Tous ces travers, ces mesqueneries, ces ridicules sont condamnés à se répéter sans fin. Tel est du moins le sens de la dernière scène.

Les critiques contenues dans ce film ne dépassent pas un niveau parfaitement acceptable par le régime qui régulièrement s'en prend lui-même à ces comportements, les présentant comme responsables de tous les maux, alors qu'ils ne sont tout au plus que le sous-produit de la domination de la bureaucratie sur la société russe. Dans ce contexte on ne s'étonnera donc pas que *Les montagnes bleues* servent aujourd'hui d'ambassadeur au cinéma soviétique.

Jacques FONTENOY

sélection ciné

BRAZIL
de Terry Gilliam

Un obscur employé ministériel plongé dans l'enfer de la machine bureaucratique. Sur le thème de *1984,* un film délirant et percutant.

Saint-Germain Village 5[e] (VO).

LES RIPOUX
de Claude Zidi

Qui sont les plus pourris, les truands ou les flics censés leur faire la chasse ? Avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Calypso, 17[e].

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de La Harpe 5[e] (VO).

CONSEIL DE FAMILLE
de Costa-Gavras

Comment être un bourgeois conservateur et moralisateur le jour, à la maison, et la nuit... truand. Les ficelles sont un peu grosses, mais c'est une bonne distraction.

14 Juillet Odéon 6[e]. Gaumont Ambassade 8[e]. Paramount Opéra 9[e].

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Latina 4[e] (VO), 14 Juillet Parnasse 6[e] (VO), Marbeuf 8[e] (VO).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN
de Coline Serreau

Trois machos transformés en mères-poules.

Capri 2[e], Quintette 5[e], Gaumont Ambassade 8[e], George V 8[e], Français 9[e], Fauvette 13[e], Montparnos 14[e], Clichy Pathé 18[e].

MACARONI
d'Ettore Scola

Un américain en déplacement à Naples y retrouve un ami... envahissant, qu'il avait connu à l'époque de la Libération. Avec Jack Lemmon et Marcello Mastroianni.

Ciné Beaubourg 3[e] (VO), Studio de la Harpe 5[e] (VO), Marbeuf 8[e] (VO), Gaumont Parnasse 14[e] (VO).

Sélection télé

Samedi 26 avril

20 h 35. TF1 — La nuit du flingueur, avec Victor Lanoux et Véronique Genest, adapté d'un roman de série noire de Pierre Siniac. Règlements de comptes entre truands. Les bons ne sont pas très bons et les méchants, ignobles.

22 h 10. TF1 — Droit de réponse, l'esprit de contradiction. Les étudiants ont-ils toujours l'esprit critique et contestataire ?

Dimanche 27 avril

20 h 30. TF1 — Au nom de tous les miens, de Robert Enrico (1983). D'après le livre de Martin Gray : un Juif polonais dans la tourmente du nazisme.

20 h 35. FR3 — La puce et les géants. La puce, c'est le microprocesseur, et les géants, ce sont les empires industriels bâtis autour de l'informatique. Cette série documentaire est adaptée du livre d'Eric Laurent qui porte le même nom.

22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit : The unknown man. L'inconnu est un film policier de Richard Thorpe (1951). Un avocat obtient l'acquittement d'un homme et apprend, ensuite, qu'il appartient au syndicat du crime.

Lundi 28 avril

20 h 30. TF1 — Population zéro. Ce film de science-fiction de Michael Campus (1972), avec Géraldine Chaplin,imagine un futur où ceux qui font des enfants sont condamnés à mort... Le film est suivi d'un débat sur les problèmes démographiques actuels.

20 h 35. FR3 — Film : **Le président,** d'Henri Verneuil (1960), avec Jean Gabin. Un roman de Georges Simenon, des dialogues de Michel Audiard pour dessiner le "portrait robot du président du Conseil" sous la IIIe République, qui rappelle Clemenceau.

22 h 15. A2 — Le temps des usines. Première partie d'une enquête qui présente un panorama des industries, des houillères et hauts fourneaux jusqu'aux centrales nucléaires.

Mardi 29 avril

20 h 35. A2 — Film : **L'ombre rouge,** de Jean-Louis Comolli (1981), avec Claude Brasseur, Nathalie Baye, Jacques Dutronc, Andréa Ferréol. Evocation trop souvent allusive de l'année 1937 dans les milieux communistes européens : la guerre d'Espagne mais aussi les exécutions d'opposants par les staliniens.

20 h 35. FR3 — Film : **La bataille de la vallée du diable,** de Ralph Nelson (1966), avec Sydney Poitier. Western antiraciste par le réalisateur de **Soldat bleu.**

22 h 00. TF1 — Le magasin littéraire. L'émission de Pierre Dumayet est consacré à quelques écrivains autrichiens des années 20 avec des documents filmés d'époque.

Mercredi 30 avril

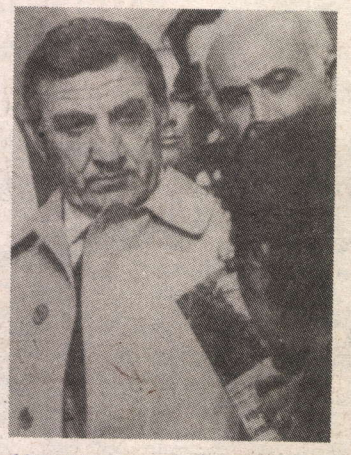
(vers) **21 h 50. TF1 — Cameroun parade.** Une émission de la nouvelle chaîne de la télé camerounaise consacrée au "makossa", une musique de danse camerounaise avec le saxophoniste Manu Dibango.

Jeudi 1er mai

17 h 35. TF1 — Film : **Les diables de Guadalcanal,** de Nicolas Ray (1951). Un épisode de la guerre entre le Japon et les USA en 1942-43. John Wayne abandonne son cheval pour un avion. Les indiens sont remplacés par les pilotes japonais.

20 h 30. TF1 — Infovision. On nous promet à nouveau un reportage sur les laissés-pour-compte américains (plusieurs fois annoncé, jamais diffusé), l'Autriche de Kurt Waldheim, l'engouement des jeunes pour la Bourse.

20 h 35. FR3 — Film : **Cadavres exquis,** de Francesco Rosi (1976), avec Lino Ventura. Adaptation d'un roman de Leonardo Sciascia sur l'Italie à l'heure des assassinats politiques.



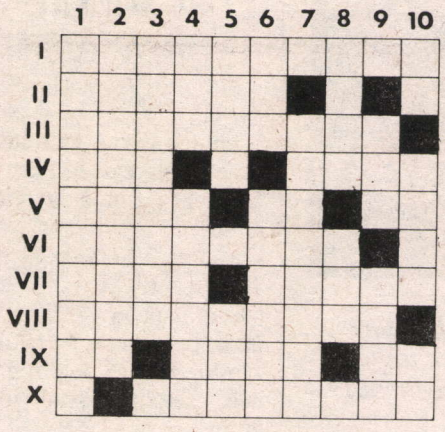
22 h 25. A2 — Résistances. Des reportages sur la guerre au Sahara occidental, Haïti, les Philippines.

Vendredi 2 mai

21 h 35. FR3 — Vendredi. La dernière émission de ce magazine est consacrée aux travailleurs immigrés de Suisse.

23 h 00. A2 — Ciné-Club : Tous en scène, de Vincente Minelli (1952), avec Fred Astaire, Cyd Charisse. Faut-il vous dire qu'il y aura de prodigieux numéros de danse ?

MOTS CROISÉS



VERTICALEMENT

1. Souricière. 2. Ancienne bourgeoise. 3. Capteurs. 4. Poisson d'aquarium. Encore humide. 5. Ville yougoslave. Ancienne république arabe dans un sens. 6. Explosif. Récits. 7. Discordante. 8. Ancienne mesure de surface. Un tel résultat ne départage pas. 9. Comme la pomme. Il descend vide et remonte plein. 10. Coordination. Aucune fleur sur une telle étoffe. Presque dix.

HORIZONTALEMENT

I. On le suit doucement. II. Bout de bois. III. Certifiera. IV. Il est souvent mis en question -Gavé. V. On y dépose sa voix - Roulement - Intérieur anglais. VI. La relativité n'avait aucun secret pour lui. VII. Parmi nous - Fait communiquer deux vals. VIII. C'est un voyou. IV. Note -Peut se dilater - Forme d'avoir. X. Pentes.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	A	J	U	S	T	E	■	R	■
II	C	O	N	T	E	S	T	E	R
III	A	U	■	I	■	T	■	F	O
IV	D	R	A	M	E	■	I	L	S
V	E	N	■	U	S	I	N	E	S
VI	M	A	I	L	■	S	A	X	E
VII	I	L	■	A	M	I	C	I	■
VIII	C	I	■	N	■	S	T	O	P
IX	I	S	■	T	A	■	I	N	■
X	E	T	E	■	L	A	V	■	N
XI	N	E	R	E	I	D	E	S	■

Lires

"Milena"

de Margarete Buber-Neumann

"Milena"

Milena, c'est Milena Jesenskà, journaliste tchèque née en 1896 et morte en 1944 au camp de concentration nazi de Ravensbrück. C'est là que Margarete Buber-Neumann la rencontra et que les deux femmes se lièrent d'une amitié profonde dont ce livre est le témoignage.

Margarete Buber-Neumann ne parle guère de sa propre vie avant son internement à Ravensbrück, mais on sait qu'elle était la femme du dirigeant du Parti Communiste Allemand Heinz Neumann qui, après avoir fidèlement appliqué la politique criminelle de Staline en Chine, lors de la Commune de Canton en 1927 par exemple, ou encore en Allemagne au moment de la montée du nazisme, fut démis de ses responsabilités puis exécuté en URSS sur ordre de Staline en 1937. Margarete elle-même connut les camps staliniens de Sibérie avant d'être livrée en 1940, avec d'autres communistes allemands, à la Gestapo qui l'envoya à Ravensbrück. Elle y arriva animée d'un dégoût profond pour le stalinisme qu'elle confond entièrement, dans sa haine, avec le communisme.

Milena partageait alors ce point de vue. Et ce livre d'ailleurs se fait largement l'écho de ce qu'elles caractérisaient l'une et l'autre comme le *"caractère trouble, inhumain, mécanique, de la politique communiste"*. Ce point de vue commun les rapprocha face à l'hostilité des staliniennes qui constituaient la majorité des prisonnières politiques du camp.

C'est là que Margarete Buber-Neumann tomba sous le charme de Milena, qui, malgré la détention, la faim, les coups, faisait montre d'une certaine force de caractère.

Milena Jesenskà, issue d'une famille bourgeoise tchèque, avait avant la guerre défrayé la chronique par son caractère indépendant. Elle fréquentait la bohème intellectuelle de Prague. Elle y cotoya divers écrivains, parmi lesquels Franz Kafka avec qui elle eut une courte liaison. Les *Lettres à Milena* de Franz Kafka lui valent d'être passée à la postérité.

En 1930, Milena adhéra au Parti Communiste Tchèque dont elle se fit exclure en 1936, pour avoir protesté contre les procès staliniens qui se déroulaient à Moscou. Elle vivait de son travail de journaliste pour un grand quotidien de Prague, travail qu'elle poursuivit y compris après 1938 et l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes allemandes, rusant avec la censure jusqu'à son arrestation en 1940.

Ce livre est très inégal. L'admiration débordante de Margarete pour Milena lui fait égréner pendant des pages et des pages les multiples qualités de Milena, dont la personnalité est certes assez haute en couleur, mais pas moins que celle de bien des petites bourgeoises lettrées et brillantes. C'est long.

Par contre, à travers la vie de Milena, la description des milieux intellectuels de Vienne et de Prague de l'entre-deux-guerres est intéressante. Et les quelques extraits que cite Margarete Buber-Neumann des articles écrits par Milena pendant la période de 1937-1938, au moment de Munich, lors de l'entrée de l'armée allemande en Bohème puis à Prague, sont parmi les plus intéressants, et finalement les plus originaux, du livre.

Lucienne PLAIN

☐ Milena, *de Margarete Buber-Neumann. Ed. du Seuil. 89 F, 277 pages.*

dans trois semaines à Presles (Val-d'Oise)

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Une fête pour les travailleurs révolutionnaires, leurs amis, leurs familles, leurs camarades de travail.

Une fête pour faire connaître les idées révolutionnaires.

Aujourd'hui, de nombreux travailleurs peuvent constater l'impasse de la politique des vieilles organisations réformistes de la classe ouvrière.

Le Parti Socialiste gagne des voix aux élections, mais en tournant délibérément le dos aux aspirations des travailleurs.

Quant au Parti Communiste, son recul électoral amène nombre de ses militants et sympathisants à se poser des questions sur l'avenir et à écouter, d'une oreille peut-être plus attentive que jamais, ce que disent les militants révolutionnaires.

Alors, la fête peut être l'occasion pour tous de mieux connaître nos idées, de côtoyer les militants révolutionnaires, de nouer des relations.

Car les idées révolutionnaires sont bien vivantes, et le succès de la fête de LUTTE OUVRIÈRE en sera une démonstration.

La fête de LUTTE OUVRIÈRE, ce sont trois jours de liberté et de gaieté, dans un parc boisé où sont plantés pour la circonstance 300 stands de jeux, de spécialités culinaires, des podiums pour les artistes, un théâtre, 2 cinémas, une cité du Jazz, une cité du sport (avec un mur d'escalade...), un grand chapiteau consacré à des expositions scientifiques, une guinguette, des librairies, et tant d'autres choses que vous découvrirez en vous promenant.

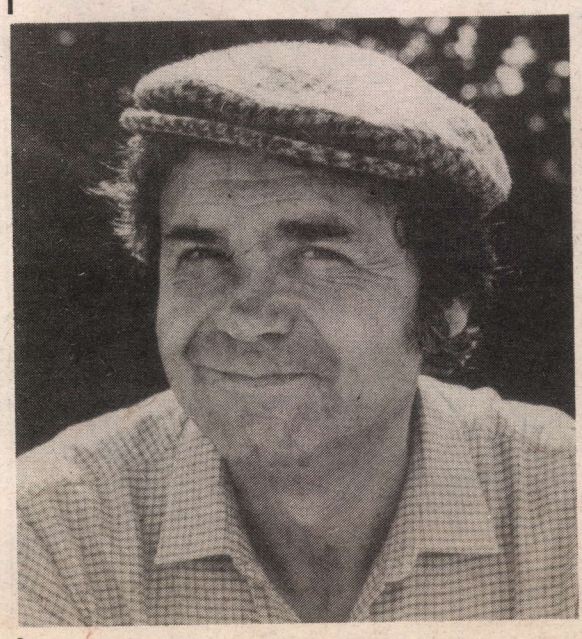
Mais c'est aussi un chapiteau consacré aux expositions politiques, des audio-visuels sur toutes sortes de sujets, une grande exposition, éclatée en plusieurs thèmes autour du cinquantième anniversaire de la grève générale de Juin 36.

Et puis, la fête c'est la liberté de discussion et d'expression, les débats, grâce à la participation de plusieurs dizaines d'organisations d'extrême-gauche françaises et étrangères, grâce aux personnalités qui viennent exposer leurs idées et en discuter, grâce aux nombreux forums où peuvent s'exprimer en toute liberté tous ceux qui ont quelque chose à dire.

Le programme artistique est encore bien incomplet mais nous pouvons déjà annoncer :

Samedi : **DAVID KOVEN**

Dimanche : **PIERRE PERRET,** il chantera le dimanche sur le grand podium.



BRENDA WOOTON, une grand-mère débordante de vitalité qui vient des Cornouailles (Angleterre), et qui chante le blues, le jazz, le folk, Edith Piaf, Jacques Brel, etc. Elle aussi, sur le grand podium, le dimanche.

Lundi :
RACHID BAHRI

le groupe
"Classées X"
en scène

POUR LES PETITS ET LES TOUT-PETITS

Il y aura, comme chaque année, une crèche et un vaste jardin d'enfants - une sorte de fête à l'intérieur de la fête - avec jeux, cinéma, animation, etc.

La fête se déroulera le samedi 17 mai de 12 heures à 23 heures, le dimanche 18 mai à partir de 8 heures du matin, avec toute la nuit du dimanche au lundi, des bals. Elle se terminera le lundi 19 mai à 20 heures.

Pour ces trois journées le prix de carte d'entrée est de 35 F si vous prenez votre carte à l'avance, et de 45 F sur place. L'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

Elle donne droit à tous les spectacles (y compris le cinéma et les audio-visuels).

Si vous vous procurez à l'avance, auprès de nos camarades, des vignettes (que vous paierez 8 F, et qui auront une valeur de 10 F pendant toute la durée de la fête) vous pourrez faire 20 % d'économie sur toutes vos dépenses - à l'exception du tabac qu'il faudra bien payer en francs Balladur.

Comment se rendre à la fête

Une navette gratuite sera mise en place de la Porte de la Chapelle jusqu'à la fête - et retour.
- le samedi 17/5 de 11 h 30 à 23 h
- le dimanche 18/5 de 8 h à 22 h, puis toutes les heures
- le lundi 19/5 de 8 h à 18 h, avec retour assuré jusqu'à 20 h.

Il existe aussi des trains au départ de la Gare du Nord, qui s'arrêtent à la gare de Presles (environ 800 mètres de l'entrée de la fête).

Par la route, depuis Paris, il faut prendre l'autoroute du Nord, sortie Beauvais, puis la nationale 1. Le fléchage est indiqué bien avant d'arriver à Presles.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995